

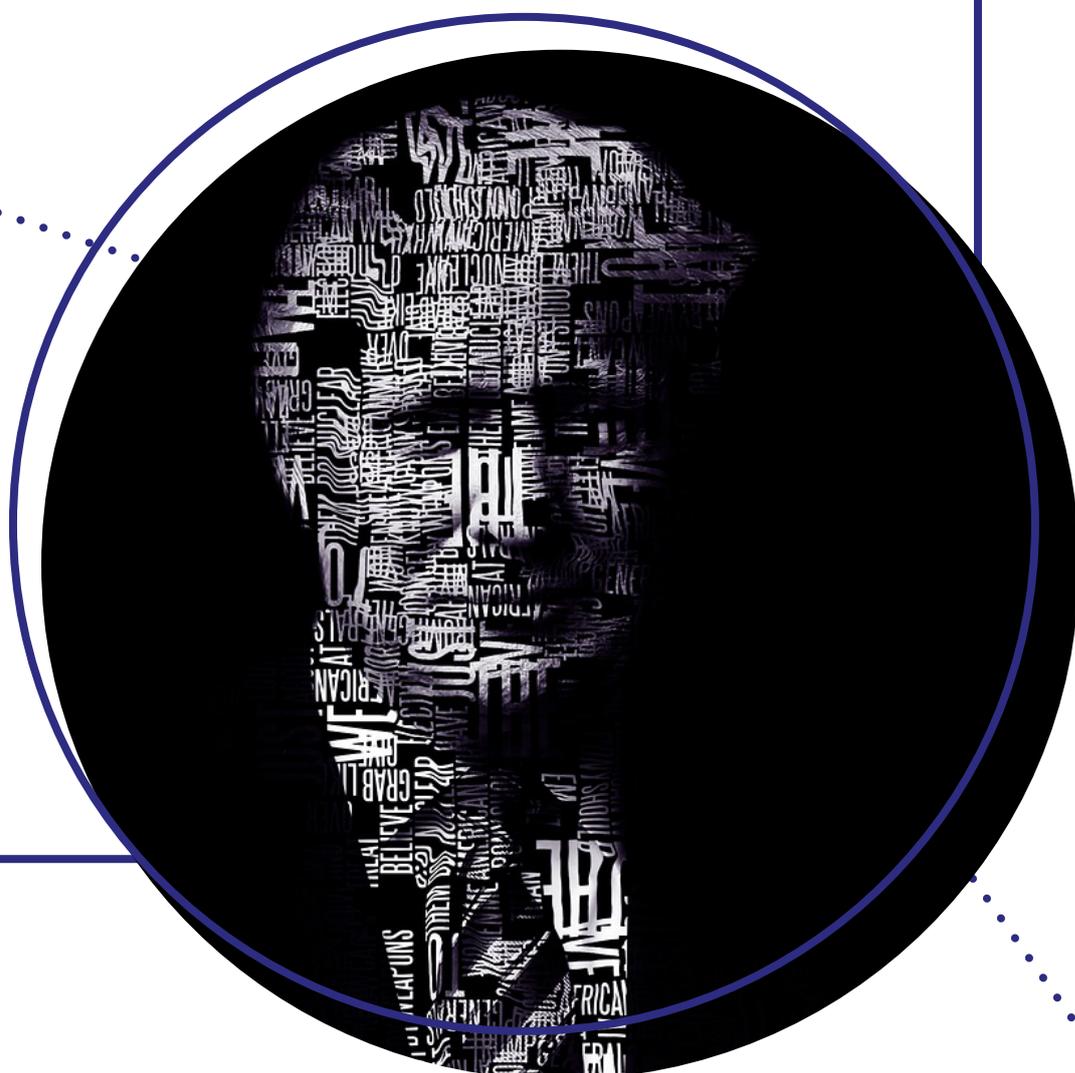
L'Institut wallon de l'évaluation,
de la prospective et de la statistique

LES NOUVELLES DES POSSIBLES

N°6

Quatre scénarios pour Trump 2.0

AVRIL 2025



Frédéric CLAISSE (IWEPS)

COLOPHON

Auteur : **Frédéric Claisse** (IWEPS)

Ces travaux ne reflètent pas la position de l'IWEPS et n'engagent que leurs auteurs.

Edition : **Aurélie Hendrickx** (IWEPS)

Création graphique : **Deligraph**
<http://deligraph.com>

N° de dépôt légal : D/2025/10158/03

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

IWEPS

Institut wallon de l'évaluation, de la
prospective et de la statistique

Route de Louvain-La-Neuve, 2
5001 BELGRADE - NAMUR

Tel : 081 46 84 11

<http://www.iweps.be>

info@iweps.be

Résumé

Le second mandat de Donald Trump, amorcé en janvier 2025, ouvre une séquence politique de rupture dont les effets dépassent largement les frontières des États-Unis. Multiplication des mesures d'exception, remise en cause de la séparation des pouvoirs et de l'État de droit, démantèlement du gouvernement fédéral, attaques contre la science et l'éducation ; mais aussi, sur le plan international, réalignement stratégique avec la Russie, guerres tarifaires et menaces à peine voilées contre voisins et alliés : un processus de transformation radicale semble engagé, modifiant en profondeur la nature même du régime américain et de ses relations extérieures.

Pour en comprendre les ressorts et les évolutions possibles, ce bulletin de veille prospective procède en trois temps. Il propose d'abord de prendre la pleine mesure des transformations engagées, en les inscrivant dans une dynamique de recomposition idéologique plus large, structuré autour du Projet 2025 et de la philosophie dite du « *Dark Enlightenment* ». Ensuite, il explore quatre scénarios prospectifs contrastés, correspondant à des issues possibles du projet trumpien. D'un basculement autoritaire à un sursaut institutionnel, en passant par la désintégration du régime ou sa reconfiguration politique, les scénarios mettent en lumière les dynamiques susceptibles d'accélérer ou d'enrayer son évolution. Enfin, il identifie une série d'enjeux stratégiques (menaces, opportunités, points de vigilance) à partir de l'analyse croisée des répercussions des scénarios sur quatre dimensions fondamentales (ordre géopolitique, stabilité européenne, gouvernance climatique, clivages identitaires).

Remerciements

La rédaction de ce bulletin spécial des *Nouvelles des possibles* (la série de bulletins de veille prospective de l'IWEPS) n'aurait pas été possible sans la confiance de Sébastien Brunet, Chef statisticien et administrateur général de l'IWEPS, et de Jean-Luc Guyot, directeur scientifique de la Direction Anticipation de l'IWEPS. Tous deux ont été très tôt convaincus de l'intérêt de s'engager dans une démarche de veille prospective à l'égard des débuts du second mandat de Donald Trump. Merci à tous deux pour leur soutien et leur relecture attentive de ce document.

Mes collègues de la cellule prospective de l'IWEPS, Vincent Calay et Rafaël Ritondo, ont accompagné de leurs encouragements la rédaction de ce numéro et formulé de nombreuses propositions pour l'améliorer et l'enrichir. La discussion sur la qualification du régime trumpien et sur la cohérence des scénarios leur doit beaucoup.

Grand merci à Aurélie Hendrickx et Évelyne Istace, chargées de communication à l'IWEPS, qui ont fait l'impossible pour que cette publication soit publiée et diffusée dans un format attirant — et des délais très courts.

Table des matières

Résumé.....	3
Remerciements	4
Table des matières	5
1. Introduction	6
2. Une transformation radicale	8
2.1 Des mots pour qualifier les événements	8
2.2. Un glissement sur le plan des valeurs	10
2.3. Deux feuilles de route.....	12
2.4. Le rôle des références historiques et fictionnelles.....	15
3. Quatre scénarios d'évolution	16
3.1. Scénario 1 : Changement de régime ? (<i>Transformation</i>).....	17
3.2. Scénario 2 : Restaurer la République ? (<i>Continuation</i>).....	21
3.3. Scénario 3 : Après l'Amérique ? (<i>Effondrement</i>)	24
3.4. Scénario 4 : Vers un nouvel équilibre ? (<i>Discipline</i>).....	26
4. Comparaison et vue d'ensemble	29
4.1 Arbre narratif des scénarios.....	29
4.2. Enjeux transversaux	30
4.3. Menaces et opportunités	32
5. Conclusions	35

1. Introduction

Sidération, incrédulité, vertige... Les deux premiers mois du second mandat de Donald Trump à la Présidence des États-Unis ont pris de vitesse le monde entier. L'ampleur et la portée des décisions de la Maison-Blanche ont déclenché une onde de choc à l'échelle mondiale, bouleversant les équilibres diplomatiques, économiques et institutionnels.

Sur la scène internationale, les États-Unis manifestent des visées ouvertement expansionnistes, voire prédatrices, sur des territoires stratégiques, notamment le Groenland et le canal de Panama. Parallèlement, la Maison-Blanche a lancé une série de guerres tarifaires, visant directement ses voisins et alliés, en particulier le Canada, avec un objectif affiché : les forcer à capituler économiquement et à remettre en question leur souveraineté. Dans ce contexte de tension, le rapprochement avec le Kremlin — jusqu'à un alignement assumé sur les positions russes — marque une rupture sans précédent avec la posture historique des États-Unis. À la réévaluation des engagements américains en Europe, s'ajoute une ingérence croissante dans les processus électoraux de certains états membres, le vice-président J.D. Vance ayant ouvertement encouragé la victoire d'un parti comme l'AfD en Allemagne. L'Union Européenne est désormais désignée par Donald Trump comme un adversaire déloyal, accusée de profiter du libre-échange et des accords de défense collective sans en assumer les coûts. Cette hostilité frontale remet en cause le rôle même des États-Unis au sein de l'OTAN, dont la pérennité est désormais fragilisée.

Sur le plan intérieur, la recomposition du pouvoir en cours n'est pas moins spectaculaire. Sous couvert d'« auditer » l'administration pour en améliorer l'efficacité et traquer les dépenses jugées inutiles, Elon Musk utilise sa cellule « DOGE » pour démanteler des pans entiers de l'État fédéral. Certaines agences comme l'Agence de protection de l'environnement (EPA) ont vu leurs effectifs drastiquement réduits, d'autres, comme le Département de l'Éducation, font carrément face à un démantèlement progressif. De la gestion des parcs nationaux au contrôle du trafic aérien en passant par les services météorologiques, c'est la continuité même de certains services publics qui est aujourd'hui compromise — avant leur possible privatisation. Les nominations de Trump pour son second mandat marquent également une rupture radicale avec les élites politiques traditionnelles : l'armée, le renseignement, la santé et la justice sont désormais dirigées par des figures inexpérimentées et controversées, marquées pour certains par leur adhésion à des théories du complot (Kash Patel, longtemps sympathisant du mouvement Qanon) ou à des postures anti-scientifiques (Robert F. Kennedy Jr, farouche opposant à la vaccination). Plus profondément, la Maison-Blanche multiplie les initiatives pour contourner le Congrès, exploitant des décrets exécutifs pour imposer des décisions majeures en matière de sécurité, d'économie et de justice. Ces manœuvres renforcent la menace sur la séparation des pouvoirs, remettant en cause le rôle des pouvoirs législatif et judiciaire, et accentuant la personnalisation du pouvoir présidentiel.

Ces transformations successives modifient en profondeur la nature même du régime politique américain, imprimant une transition vers une gouvernance plus autoritaire, qui favorise l'exécutif aux dépens des institutions fédérales et des contre-pouvoirs constitutionnels. Une séquence d'incertitude majeure vient de s'ouvrir : des repères d'une grande stabilité s'effacent, les dynamiques politiques évoluent à une vitesse inédite, les équilibres internationaux issus de la fin de la Guerre froide (et même de la fin de la Deuxième Guerre mondiale) sont aujourd'hui remis en question.

Face à ces bouleversements, il nous a semblé indispensable de prendre un peu de recul. La lecture prospective que nous proposons dans ce bulletin spécial des *Nouvelles des Possibles* est double.

- Dans un premier temps (chapitre 2), il s'agira de tenter d'appréhender ce qui est en train de se dérouler, en commençant par apprécier le degré auquel le gouvernement actuellement

en place aux États-Unis est en rupture avec l'action de ses prédécesseurs – y compris « Trump 45 » (le premier mandat du président américain). Sous des dehors confus et chaotiques, la transformation politique en cours procède en réalité, dans son inspiration, d'une série de sources et de références clairement identifiables. Sans avoir la précision d'une feuille de route rigoureusement planifiée, les événements répondent à une stratégie et à des principes dont l'examen donne une idée de la direction générale, des objectifs finaux et de la vision du futur qui guide le gouvernement de « Trump 47 ».

- Dans un deuxième temps (chapitre 3), nous proposerons une exploration, sous forme de scénarios, des trajectoires possibles du second mandat de Donald Trump et de ses répercussions les plus marquées. Le processus en cours aux États-Unis n'a en effet rien d'inéluctable. À côté de l'achèvement du scénario (1) de *transformation* radicale qui semble se dérouler sous nos yeux, il faut envisager au moins trois autres issues : (2) une résistance de l'appareil d'État, qui bloque l'avancée du projet et finit par en signer l'échec (laissant aux successeurs de Trump la tâche de restaurer la *continuation* du régime politique américain) ; (3) un *effondrement* politique et économique, le pays entrant en guerre civile larvée, sur fond d'hyperinflation et de défiance des investisseurs ; enfin, (4) l'hypothèse d'un *nouvel équilibre* après un second mandat contesté, qui aura vu l'émergence de mouvements de résistance et de coalitions politiques inédites.

On reconnaîtra peut-être, derrière ces quatre scénarios, les « futurs génériques » développés par le prospectiviste américain Jim Dator¹. Pour ce dernier, les récits portant sur le futur adoptent en effet un petit nombre de formes privilégiées : au fond, quand nous avons à anticiper l'avenir, nos représentations adoptent toujours un peu les mêmes schémas récurrents... L'avantage de partir de ces formes (Transformation, Continuation, Effondrement, Discipline – ici reformulé en « Nouvel Équilibre ») est de disposer d'un cadre clair et éprouvé pour structurer l'information.

Comme tout travail de veille prospective, ce bulletin est basé sur la collecte d'un grand nombre de sources : un suivi de la presse et des médias, mais aussi de l'information plus « éditorialisée » — prises de position, tribunes, entretiens, réflexions issues de *think tanks* ou d'institutions internationales. Il s'appuie aussi sur des analyses provenant du monde académique, le travail de veille réalisé par des chercheurs et des chercheuses qui ont documenté les premières semaines de la présidence pour tenter de comprendre ce qui était en train de se passer. De même qu'ils n'ont pas pour ambition de « prévoir l'avenir », les scénarios ne sont donc pas une fin en soi : ils constituent une manière de « baliser » ces informations en leur donnant une signification prospective.

Le quatrième et dernier chapitre du bulletin sera consacré à la mise en évidence d'enjeux stratégiques transversaux (menaces, opportunités, points de vigilance), hiérarchisés en fonction de leur caractère plus ou moins central dans les scénarios. Cette montée en généralité s'accompagne d'un changement d'échelle : si la dynamique générale des scénarios est focalisée sur les évolutions possibles des États-Unis, l'analyse de leurs répercussions porte quant à elle sur le niveau européen.

Ce document n'a donc pas vocation à projeter mécaniquement les trajectoires américaines sur le contexte wallon. À ce stade de la réflexion, il invite à une première lecture systémique des points de tension possibles susceptibles d'être activés par cette séquence historique, à court et moyen termes. Par sa position, la Wallonie sera exposée à des effets indirects de ces évolutions, que ce soit en termes de chaînes de valeur, de repositionnement industriel, de redéfinition du cadre de défense, ou même de formes de gouvernance. De ce point de vue, les enjeux identifiés mériteraient une réévaluation à la lumière des spécificités du contexte régional.

¹ Dator, J. (2009), « Alternative futures at the Manoa School », *Journal of Futures Studies*, 14(2), pp. 1-18.

2. Une transformation radicale

2.1 Des mots pour qualifier les événements

Semaine après semaine, les décisions et prises de positions de Donald Trump et de son administration sont venues renforcer le constat d'une transformation radicale des États-Unis. Pourtant, jusqu'à la Conférence de Munich sur la sécurité, une partie des observateurs peinait à en mesurer l'ampleur. Le discours du vice-président J. D. Vance du 14 février marque un tournant dans cette perception. Si Donald Trump avait fait de la résolution rapide de la guerre en Ukraine un élément central de sa campagne, promettant d'y mettre fin « en 24 heures », rien n'avait filtré du plan de paix proprement dit. À Munich, J. D. Vance n'est pas seulement venu annoncer l'arrivée d'un nouveau « shérif en ville ». Ignorant le thème de la conférence, il s'est livré à une attaque idéologique directe contre ses alliés européens, les accusant de tourner le dos à leurs propres valeurs et de mépriser la volonté de l'électeur. Selon lui, le recul de la liberté d'expression constituerait une « menace intérieure » plus importante que la Russie ou la Chine. Le discours de Vance a eu ainsi le mérite d'opérer une [clarification de la vision de Donald Trump](#), préfigurant la stratégie de négociation bilatérale (et de concessions unilatérales) avec la Russie qui allait bientôt être privilégiée.

Pour de nombreux observateurs de la politique américaine, la posture du vice-président s'inscrivait cependant dans une dynamique enclenchée dès les premiers jours du second mandat. Une figure en particulier avait cristallisé l'attention : Elon Musk et les actions coup de poing menées par le « DOGE », sa cellule spéciale d'intervention. Parmi les premières institutions visées figuraient l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le Bureau de la protection financière des consommateurs (CFPB) et l'Administration nationale océanique et atmosphérique (NOAA). Le *modus operandi* de DOGE suivait une logique bien rodée. Dans un premier temps, des proches de Musk ou d'anciens employés de ses entreprises, souvent très jeunes et sans expérience du gouvernement, investissent les locaux des agences ciblées. Ils prennent alors le contrôle des systèmes informatiques des institutions et procèdent à un « audit » expéditif qui devient prétexte à une vague de licenciements et de réorganisations internes. Enfin, les quartiers généraux de certaines agences à Washington D.C., comme ceux du CFPB et de l'USAID, sont purement et simplement fermés.

L'historien Timothy Snyder, connu pour ses travaux sur les régimes autoritaires, [n'a pas hésité à employer l'expression de « coup d'État »](#) pour qualifier cette prise de contrôle. Un terme fort dans le contexte américain, mais précisément pesé par l'auteur : non pas un putsch militaire, mais un détournement méthodique des infrastructures de gouvernance démocratique (aujourd'hui largement numériques), vidée de ses contre-pouvoirs, au profit d'une gestion directe et opaque. Snyder insiste sur l'absence totale de légitimité démocratique de ce processus, dénonçant un pouvoir exercé en dehors de tout cadre légal :

« The ongoing actions by Musk and his followers are a coup because the individuals seizing power have no right to it. Elon Musk was elected to no office and there is no office that would give him the authority to do what he is doing. It is all illegal. It is also a coup in its intended effects : to undo democratic practice and violate human rights. »

Le terme, dans sa crudité, tranche avec la stratégie d'euphémisation utilisée par un quotidien comme le *New York Times*, qui, le 13 février, [préférerait encore parler de « stress-test » pour la Constitution américaine](#), et choisissait de s'étonner de la passivité des Républicains au Congrès devant l'ampleur des contournements de l'ordre juridique. Dans son bilan du premier mois du second mandat de Trump, le *Financial Times* évoquait quant à lui un « *tsunami of executive orders* » — ces dé-

crets spéciaux ordonnés par le Président, qui restent contestables devant les tribunaux et réversibles par une loi du Congrès : un record de 73 *executive orders*, soit davantage que le total de ceux émis par les présidents George W. Bush et Barack Obama lors de chacun de leurs deux mandats. Le journal indiquait d'ailleurs que certains de ces ordres avaient fait l'objet de contestations juridiques dès leur promulgation (comme le décret instituant le Département DOGE, ou celui visant à mettre fin à la citoyenneté de naissance dans certains cas, alors qu'elle est garantie par la Constitution américaine), tandis que d'autres n'avaient qu'une portée symbolique, comme cet ordre « restaurant la liberté d'expression » prétendument censurée par Joe Biden.

Un tel déferlement de décisions sans cohérence a non seulement valeur de « test » pour l'ordre juridique et la séparation des pouvoirs, mais aussi pour la capacité des médias et des citoyens à simplement suivre le fil des événements et lui donner du sens. Or, on retrouve ici un élément de la stratégie énoncée sans détour en 2018 par Steve Bannon, ancien conseiller de Trump, devenu l'une des figures les plus éminentes de l'*alt-right* : « The real opposition is the media. And the way to deal with them is [to flood the zone with shit](#) ». Traduction : si les médias sont inondés d'information, ils seront incapables de couvrir le flux des événements en détail, de sorte que ni eux, ni le public n'arriveront plus à suivre.

Cette tactique ne passe pas inaperçue. Dès le 29 janvier, [le magazine financier Barron's avait déjà relevé](#) la récurrence du modèle :

« The blizzard of headlines is disorienting, and it is supposed to be (...). The point isn't to persuade anyone of anything, it's simply to ensure that critics don't mobilize around a coherent narrative and that no one has control over the flow of information. »

Sans doute une part de la paralysie qui a dominé la couverture médiatique des débuts du second mandat vient-elle de cette saturation informationnelle². Décortiquer les actions des trois premières semaines de « Trump 47 » exige de s'abstraire de la « zone inondée », pour reprendre la métaphore de Steve Bannon.

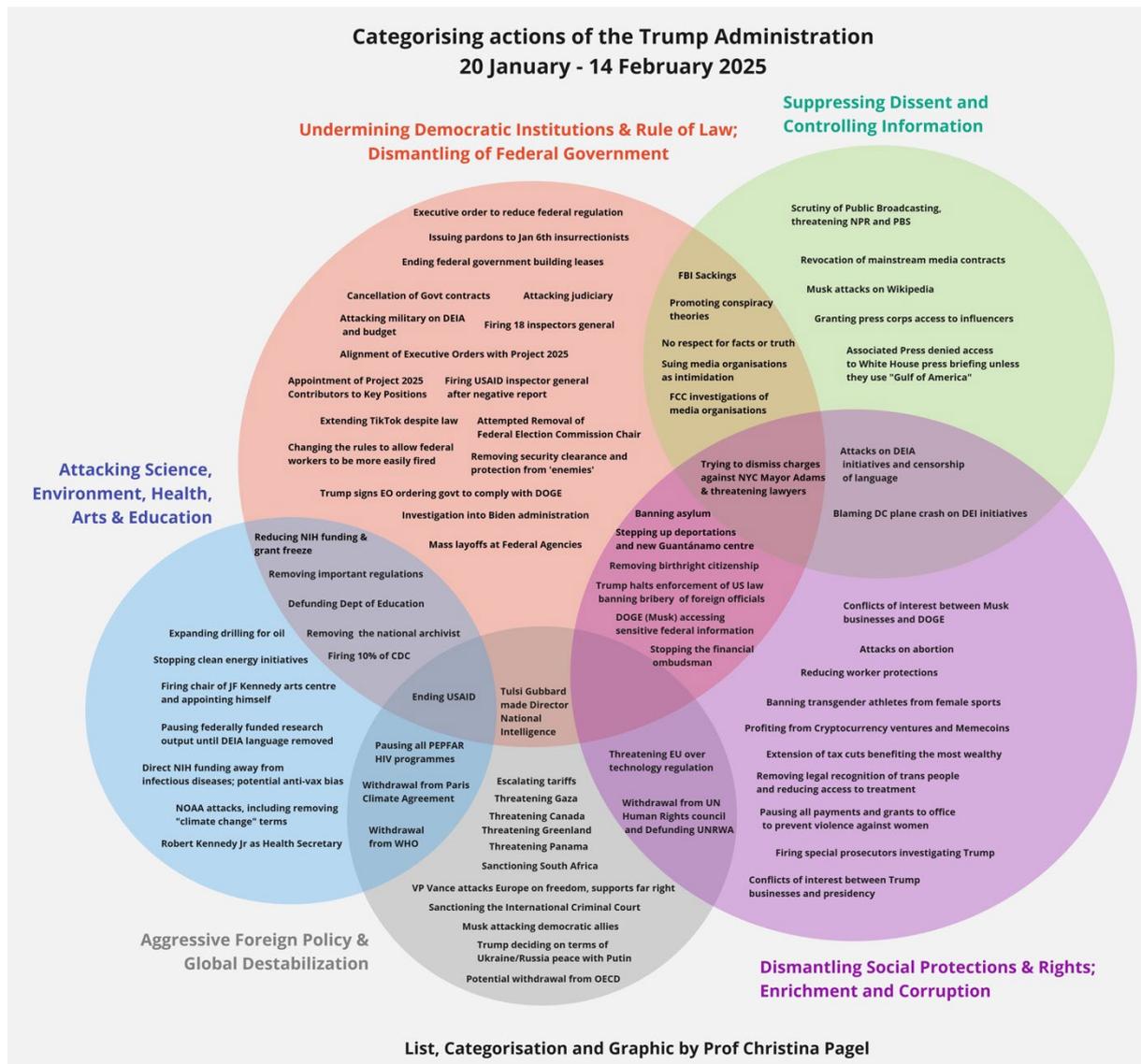
C'est l'exercice auquel s'est astreinte la mathématicienne et analyste de données Christina Pagel sur son blog. Son [analyse détaillée des 76 actions](#) de l'administration américaine depuis l'inauguration fait émerger cinq catégories ou domaines qui rappellent les traits caractéristiques d'états proto-autoritaires, tels qu'on les retrouve documentés dans la littérature :

- Remise en cause des institutions démocratiques et de l'État de droit ; démantèlement du gouvernement fédéral ;
- Démantèlement des protections et des droits sociaux ; enrichissement et corruption ;
- Répression de la contestation et contrôle de l'information ;
- Attaque contre la science, l'environnement, la santé, les arts et l'éducation ;
- Politique étrangère agressive et déstabilisation mondiale.

Une fois disposés en grands ensembles sur un diagramme de Venn (cf. infra, figure 1), le « patchwork » de mesures et d'actions en apparence chaotiques fait émerger un tableau d'ensemble — une « tapisserie cohérente », pour reprendre l'image de la chercheuse.

² Un faux sentiment de familiarité a dû également jouer : le second Trump, avec ses outrances rhétoriques et ses excentricités, pouvait passer pour une simple continuation du premier. Or, ce dernier avait pu être contenu par [des « adultes dans la pièce »](#). Pourquoi en serait-il autrement du second ? Comme il ne constitue pas une nouveauté, le retour du « style trumpien » peut encore, à ses débuts, faire figure d'anomalie passagère.

Figure 1 : Catégorisation des actions de l'administration Trump (mois 1)³



Source : Christina Pagel, *Diving into Data & Decision Making* (substack)

Pour Christina Pagel, l'enjeu est de surmonter notre incrédulité et de reconnaître au plus vite la situation pour ce qu'elle est : « It seems unbelievable to state baldly that the US is a threat to the global economy, to global health and to global stability. But it is, and the sooner this is acknowledged the better. »

2.2. Un glissement sur le plan des valeurs

La difficulté que nous ressentons à reconnaître le caractère révolutionnaire du processus politique en cours tient à une certaine apparence de continuité. La réduction de l'administration fédérale, les coupes claires dans les dépenses publiques, le recours aux barrières douanières comme outils de négociation, la lutte contre l'immigration clandestine correspondaient à des points du programme pour lequel Donald Trump avait été élu. Le fait que ces mesures soient portées par un parti historique de la vie politique américaine, le Parti Républicain, et mises en œuvre dans le cadre institutionnel existant contribue à entretenir l'illusion de normalité, alors même que les principes fondamentaux du régime sont en train d'être redéfinis.

³ Il existe également une [version du fichier en haute résolution](#).

Depuis plusieurs années, le Parti républicain ne ressemble plus guère à la formation politique qu'il fut sous Ronald Reagan ou même George W. Bush⁴. Sous l'impulsion de Donald Trump, il a peu à peu rompu avec les principes qui fondaient son positionnement traditionnel : conservatisme institutionnel, responsabilité fiscale et budgétaire, politiques favorables aux entreprises, respect des alliances internationales, défense d'une économie de marché régulée, interventionnisme et augmentation des dépenses militaires. À leur place s'est installée une logique de confrontation permanente avec les « élites », une rhétorique du ressentiment à l'égard de minorités, un agenda économique protectionniste et une volonté assumée de renforcement du pouvoir exécutif au détriment de toute forme de régulation, perçue comme une entrave à la liberté⁵.

Le glissement est particulièrement manifeste sur le plan des *valeurs*. Dans un article intitulé « [Why the Maga mindset is different](#) », le *Financial Times* a utilisé les données d'enquête du World Values Survey⁶ pour positionner les Républicains américains par rapport à leurs homologues occidentaux. Sur tous les sujets — coopération internationale, confiance dans les institutions, préférence pour un *leadership* fort — la mentalité « MAGA » se distingue nettement des démocraties libérales pour se rapprocher des valeurs plébiscitées dans des régimes comme la Russie ou la Turquie.

Figure 2. Le glissement des valeurs de la droite républicaine américaine



Source : [Financial Times](#)

Ce basculement ne s'est pas fait en un jour. L'évolution idéologique du parti, visible dès les années Obama avec la montée en puissance du Tea Party⁷, s'est accélérée sous l'effet de la polarisation

⁴ Biebricher, T. (2024), « The Crisis of American Conservatism in Historical-Comparative Perspective ». *Politische Vierteljahresschrift* 65(2), pp. 233-259.

⁵ Arhin, K., Stockemer, D., Normandin, M-S. (2023), « The Republican Trump Voter : A Populist Radical Right Voter Like Any Other ? » *World Affairs*, 186, 3, pp. 572-602. L'article souligne la convergence entre le l'électeur MAGA et celui de l'AFD allemand.

⁶ Lancé en 1981 par le sociologue Ronald Inglehart, le [World Values Survey](#) est une vaste enquête internationale sur l'évolution des valeurs sociales, politiques, économiques, religieuses et culturelles dans le monde.

⁷ Entre 2009 et 2016, le « Tea Party » était un large mouvement populaire ayant émergé au sein du Parti Républicain, en opposition à l'augmentation des dépenses du gouvernement et au développement de l'« Obamacare ». À son apogée, il avait réussi à faire élire 60 des 83 sénateurs républicains aux élections législatives de 2010. En 2016, le mouvement soutient la candidature de Donald Trump. Avec ses accents libertariens, ses références à un mythe fondateur de la guerre d'indépendance et son discours anti-élites, le Tea Party constitue un jalon dans l'émergence du trumpisme. Voir Rohlinger, D. A., & Bunnage, L. (2017), « Did the Tea Party Movement Fuel the Trump-Train? The Role of Social Media in Activist Persistence and Political Change in the 21st Century », *Social Media + Society*, 3(2), pp. 1-11.

médiatique, des réseaux sociaux⁸ et de la radicalisation d'une base électorale mobilisée par les enjeux identitaires, religieux et culturels. La tentative de prise du Capitole, le 6 janvier 2021, a constitué un moment de bascule⁹ : loin de susciter une rupture ou un sursaut démocratique, cet événement a été intégré par une partie croissante des élus républicains comme un épisode justifiable, voire héroïque, dans une guerre culturelle contre les élites et les institutions¹⁰. En 2025, le parti conserve le nom de « Grand Old Party » (GOP), mais ne partage plus rien ou presque avec la tradition républicaine au sens classique du terme. Il est devenu le vecteur d'une transformation « illibérale »¹¹ du système politique américain.

2.3. Deux feuilles de route

En ligne avec cette profonde mutation idéologique du Parti Républicain, les mesures prises par la seconde administration s'appuient sur deux sources d'inspiration structurantes : le Projet 2025 et le courant dit du « *Dark Enlightenment* ».

Le Projet 2025

Lancé par le *think tank* Heritage Foundation¹², et soutenu par une constellation d'organisations conservatrices, le **Projet 2025** constitue une véritable feuille de route pour la reprise en main de l'appareil d'État américain¹³. Bien plus qu'un simple manifeste politique, [il détaille, sur près de 900 pages, un plan d'action opérationnel](#) pour les 180 premiers jours d'un second mandat républicain : réorganisation des structures gouvernementales (incluant la fermeture, la fusion ou le changement de mission de certaines agences) ; révision des normes environnementales, d'éducation ou de santé publique considérées comme excessivement progressistes ; remplacement massif des fonctionnaires jugés non-alignés, autour de critères de loyauté politique et de valeurs conservatrices.

Le Projet 2025 vise à substituer à la logique d'un État administratif autonome une gouvernance fortement centralisée, placée sous l'autorité directe du Président. Malgré ses dénégations durant la campagne, certaines des mesures prises depuis janvier 2025 par Donald Trump [s'inspirent directement de ce document](#). C'est le cas, par exemple, du démantèlement du Département de l'Éducation, de la suppression des programmes de diversité, équité et inclusion (DEI) dans les institutions publiques, ou encore des restrictions budgétaires visant l'USAID et d'autres agences fédérales accusées de perpétuer une vision « libérale » des relations internationales. D'autres pourraient suivre, comme le retrait des États-Unis de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹⁴ ou la remise en cause du fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)¹⁵, en cohérence avec les annonces de retrait de l'OMS et de l'accord de Paris sur le climat, actées dès les débuts du second mandat.

⁸ Hameleers, M. (2020), « Augmenting polarization via social media ? A comparative analysis of Trump's and Wilders' online populist communication and the electorate's interpretations surrounding the elections », *Acta Politica*, 55(3), pp. 331-350.

⁹ Dochuk, D. (2015), « The Fissuring of the Republican Party : A Road Map to Political Chaos », *New Labor Forum*, 25(1), pp. 26-33.

¹⁰ Strawbridge, M. G., & Lau, R. R. (2022), « House Republican Decision Making Following the Capitol Riot », *PS: Political Science & Politics* 55(3), pp. 484-89.

¹¹ Pour une critique de ce terme, voir [Pranchère, J.-Y., « Libéralisme autoritaire » : un terme-symptôme n'est pas un diagnostic », AOC, 25 mars 2025](#). Voir aussi, plus bas dans notre bulletin, l'encadré à la fin de la section 3.1, qui évalue la pertinence de ce terme ainsi que celles d'autres concepts (post-démocratie, césarisme...) pour caractériser le projet trumpien.

¹² Fondée en 1973 sous la présidence de Richard Nixon, la Heritage Foundation a joué un rôle de premier plan dans la consolidation du mouvement conservateur américain durant les années Reagan, notamment à travers sa série de publications *Mandate for Leadership* (dont le Projet 2025 représente en réalité la neuvième édition). Ces dernières années, le *think tank* s'est rapproché de groupes souverainistes européens, [et singulièrement de la Hongrie de Viktor Orbán](#). Le 11 mars dernier, deux instituts hongrois et polonais ont présenté à la Heritage Foundation [un rapport dressant une liste de recommandations](#) pour « réformer » l'Union européenne, en la vidant de l'intérieur.

¹³ Dombrowski, P. (2024), « Trump, Project 2025 and American Grand Strategy », *Survival*, 66(6), pp. 17-32.

¹⁴ *Mandate for Leadership: The Conservative Promise*, Washington, D.C., The Heritage Foundation, p. 698.

¹⁵ Le chapitre « Trade » du Projet 2025 s'attaque en particulier au « dogme du libre-échange » (p. 791) et au principe de la « nation la plus favorisée », décrit comme un mécanisme qui aggrave les déficits commerciaux américains au profit de la Chine (p. 658).

Ni ce projet ni son exécution par la seconde administration Trump ne devraient donc nous surprendre. Dès 2023, ses grandes lignes étaient rendues publiques et faisaient l'objet d'analyses détaillées. Le document permet ainsi de lire les décisions prises depuis l'investiture de Donald Trump comme les premières étapes d'un plan plus vaste. La remise en cause de l'indépendance du Département de la Justice, la révision des critères d'éligibilité à l'aide sociale pour favoriser les foyers dits « traditionnels », les mesures explicitement hostiles à certains groupes sociaux (notamment les personnes LGBTQ+, en suggérant l'effacement de leur reconnaissance institutionnelle et la suppression de leurs protections légales¹⁶), l'alignement des politiques publiques sur une vision chrétienne-nationaliste assumée, laissent entrevoir une volonté de remodeler en profondeur les rapports entre l'État, la culture et la société.

Dans sa logique profonde, le Project 2025 ne propose pas un retour à un ordre constitutionnel antérieur. Il vise à une transformation structurelle des équilibres institutionnels, au service d'un pouvoir exécutif fort et concentré, marquée par une idéologie protectionniste sur fond de « guerre culturelle » contre les élites¹⁷.

Le mouvement du « Dark Enlightenment »

Derrière cette réingénierie politique et administrative se dessine [une vision du monde plus radicale encore, connue sous le nom de « Dark Enlightenment »](#) (Lumières obscures) ou « néoréaction » (abrégé en « NRx »). Contrairement au Projet 2025, il ne s'agit pas ici d'un programme d'action structuré, mais d'une doctrine théorico-politique restée longtemps marginale, circulant dans certains cercles intellectuels proches de la [« Tech Right »](#) — ces entrepreneurs de la Silicon Valley convertis à une vision élitiste et technocratique du pouvoir. Ouvertement hostiles aux principes de la démocratie représentative, ces milieux valorisent l'idée d'un gouvernement stable, centralisé, dirigé par une figure d'autorité incontestée, capable de dépasser l'inefficacité supposée du débat parlementaire.

Parmi les figures intellectuelles qui donnent une forme doctrinale à cette intuition, Curtis Yarvin, ancien informaticien et blogueur connu sous le pseudonyme de « Mencius Moldbug », occupe une place à part. Depuis le début des années 2000, Yarvin élabore [une critique radicale de la démocratie libérale, qu'il décrit comme inefficace et illusoire](#). Selon lui, le véritable pouvoir ne résiderait pas dans les élections, mais dans ce qu'il appelle la « Cathédrale » : un ensemble d'institutions — médias, universités, bureaucratie — qui imposent un consensus idéologique progressiste sous couvert de neutralité. Face à cette illusion, Yarvin prône une gouvernance d'entreprise, dirigée par un CEO souverain, libre de toute contrainte démocratique. L'État idéal, à ses yeux, est une entité hiérarchique, technocratique, centralisée — voire monarchique — où la stabilité prime sur le débat, et l'efficacité sur la légitimité procédurale¹⁸.

Les idées de Yarvin ont trouvé un écho croissant auprès de figures influentes comme Peter Thiel, co-fondateur de Paypal, aujourd'hui acteur central de la droite radicale américaine. Longtemps associé au libertarianisme, Thiel [s'en est progressivement éloigné](#), exprimant de plus en plus ouvertement sa défiance envers la démocratie libérale (« Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles », écrivait-il dès 2009). Co-fondateur de Palantir Technologies, spécialisée dans

¹⁶ King, A. M., Sanatkar, S., (2025), « Manifesting a Shift in the "Overton Window" : The Threat of Project 2025 on the LGBTQ+ Community », *PS: Political Science & Politics*, pp. 1-11, [en ligne](#).

¹⁷ On note quarante occurrences du terme « elite » dans le document, associé à des adjectifs qui lui confèrent une connotation péjorative : « cultural elites », « globalist elites », « progressive elites », « enlightened, highly educated managerial elite », « Washington elites », etc.

¹⁸ Le politiste Arnaud Miranda vient de soutenir une thèse sur le mouvement du *Dark Enlightenment*, dont on peut se faire une idée à travers [l'entretien qu'il a accordé à la revue Philomag](#). Il y accorde une attention particulière au penseur britannique à l'origine de la notion, Nick Land, qu'on décrit comme le père de l'accélérationnisme.

l'analyse de Big Data, il a positionné son entreprise comme un partenaire clé des agences de sécurité intérieure et du renseignement. Palantir a ainsi conçu des outils de *tracing* pendant la pandémie de Covid-19 et, dès 2017, [collaborait avec l'agence de police douanière et de contrôle des frontières \(ICE\)](#) pour faciliter l'identification de migrants en situation irrégulière¹⁹.

Les liens entre les entrepreneurs associés à la « Tech Right » et l'administration Trump ne constituent donc pas une nouveauté en soi. Ce qui change, c'est la convergence entre la logique économique qu'ils incarnent — celle d'un capitalisme de plateforme fondé sur la captation des données et l'extraction algorithmique de valeur²⁰ — et une idéologie explicitement autoritaire et inégalitaire, capable de légitimer leur aspiration au pouvoir.

La [relation entre Peter Thiel et J. D. Vance](#) est bien documentée. Via Thiel, les idées du mouvement « Dark Enlightenment/NRx » se sont frayé un chemin jusqu'aux oreilles du vice-président, qui cite régulièrement Yarvin. Si [leur influence sur Elon Musk](#) est plus contestable, on en trouve pourtant un écho dans le nom donné au « DOGE » (« Department of Government Efficiency »), à l'origine intitulé « RAGE » (« Retire All Government Employees ») chez Yarvin.

Il est un autre domaine où l'influence de Curtis Yarvin pourrait être décisive : la politique étrangère de Donald Trump. Le magazine *Le Grand Continent*, qui a consacré plusieurs articles au mouvement du « Dark Enlightenment », a remis en lumière [un texte de Yarvin datant de quelques jours avant l'invasion russe de l'Ukraine](#). Le penseur américain appelait les États-Unis à laisser la Russie non seulement s'emparer de l'Ukraine (que Yarvin qualifie de « blague inventée par le Département d'État »), mais de lui donner « carte blanche » pour étendre son empire « jusqu'à la Manche ». Désinvesti du continent européen, le président américain pourrait ainsi se concentrer sur la consolidation de sa suprématie pour imposer un changement de régime aux États-Unis. Dans ce « *wargame* » halluciné, emblématique du style de Yarvin, l'ennemi à vaincre, c'est moins l'Europe que le « progressisme » (*liberalism*) qui y règne : « retirer l'influence américaine du continent » serait, pour Donald Trump, un moyen qui « garantirait la défaite du libéralisme là-bas tandis qu'ici, en Amérique, cela montrera aux libéraux et aux conservateurs que le libéralisme est mortel ». La Russie pourra alors profiter du vide politique ainsi créé pour soutenir les régimes « qui émergeront naturellement quand l'influence américaine se retirera ». En se retirant de l'Europe, Trump la « libère » du progressisme, « tout comme Gorbatchev a libéré le Pacte de Varsovie », tandis que la Russie y « rétablit l'ordre ».

S'il n'est pas question de postuler une influence directe entre ce texte et la reprise en main de la relation américano-russe par la Maison-Blanche, l'ébauche de plan décrite ici constitue une indication sur l'imaginaire qui anime aujourd'hui [« l'idéologie fantôme de Trump 2.0 »](#), selon l'expression du philosophe politique Jean-Louis Vullierme. La diffusion souterraine des idées de Yarvin contribue en tout cas à ancrer, derrière l'agenda politique du second mandat Trump, un imaginaire post-libéral où la puissance de l'exécutif, la désintermédiation et la verticalité du pouvoir ne sont plus des moyens, mais des fins en soi. [Comme le confiait Peter Thiel au Financial Times quelques jours avant l'inauguration](#)²¹, « The future demands fresh and strange ideas. ».

¹⁹ Sur ces questions, qui touchent à l'emprise des plateformes numériques dans l'économie et la vie quotidienne, voir Calay, V. (2021), « L'empire des logiciels, menace pour les démocraties ? », *Cahier de Prospective de l'IWEPS*, n°5, [en ligne](#).

²⁰ Certains chercheurs, comme l'économiste Cédric Durand, qualifient de « techno-féodalisme » cette évolution du capitalisme centré sur la captation de « rentes numériques », assimilées à des rentes foncières, qui instaurent des relations de dépendance (justifiant selon lui l'analogie avec le système féodal). Voir Lebayle, S., et Pinsard, N. (2021), « L'économie numérique : une involution du mode de production capitaliste ? : À propos de l'ouvrage *Techno-féodalisme. Critique de l'économie numérique* de Cédric Durand », *Revue de la régulation*, 30, [en ligne](#).

²¹ Traduction en français disponible [ici](#) sur le site du magazine *Le Grand Continent*.

2.4. Le rôle des références historiques et fictionnelles

Dès le 20 janvier, les analystes et observateurs politiques ont noté des parallèles historiques entre la séquence politique actuelle et la période des années 1930. Ces comparaisons portent sur deux ordres de phénomènes : d'une part, le processus de transformation politique proprement dit, [assimilé à la montée du nazisme](#) ; d'autre part, l'alignement spectaculaire de la Maison-Blanche sur le Kremlin, qui évoque les concessions faites à l'Allemagne [en 1938 \(accords de Munich\)](#) et [1939 \(pacte Molotov-Ribbentrop\)](#), scellerait le sort de l'Ukraine comme autrefois celui de la Pologne, tandis que les chancelleries européennes seraient tentées de succomber à [l'esprit « munichois »](#), personne ne voulant [« mourir pour Danzig/ Kyiv »](#). Si l'on se projette dans la période d'après-guerre, l'Europe serait plutôt [à l'aube d'un « nouveau Yalta »](#).

De manière significative, ces références sont aussi mobilisées du côté russe depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, que l'« opération militaire spéciale » aurait pour objectif de « dénazifier ». S'il semble, à première vue, davantage déshistoricisé, le discours américain trouve en fait également des points d'appui dans l'histoire du vingtième siècle : J. D. Vance (qui, en 2016, assimilait Trump à Hitler), [compare aujourd'hui les dirigeants européens à ceux de l'Union soviétique durant la guerre froide](#).

Dans la démarche prospective qui est la nôtre, ces références nous intéressent dans la mesure où elles inscrivent les événements actuels dans des séries historiques qui leur donnent sens. En prenant appui sur le passé, les acteurs engagent un programme d'action orienté vers une fin particulière. La projection en 1938 ou 1939 a valeur de mise en garde : en prenant la mesure de la gravité de la situation, elle invite à agir pour éviter que l'histoire ne se répète.

Il en va de même des points d'appui fictionnels qui structurent le débat en leur offrant une intelligibilité spécifique. La référence à [1984, déjà très présente lors du premier mandat de Trump \(celui des « faits alternatifs »\)](#), continue de fournir un cadre symbolique saisissant pour appréhender le processus en cours. Ainsi, la carte du monde qui est en train de se redessiner sous nos yeux présente [d'étonnantes similarités avec celle du roman de George Orwell](#). Une même logique de « blocs » correspondant à de grands empires vassalisant les petites nations réduites au rôle de figurants, s'applique aujourd'hui aussi bien au projet poutinien d'extension du [« monde russe »](#) qu'à l'ambition prédatrice de Donald Trump sur le Groenland et le Canada.

Plus encore que la « doctrine Monroe », c'est la [« pensée des grands espaces » \(Großraumdenken\), héritée du juriste Carl Schmitt](#) qui serait ici la référence la plus pertinente pour penser cette recomposition du monde sous l'impulsion américaine. La [quasi-normalisation dans l'espace public américain](#) d'une figure comme celle d'Alexandre Douguine, idéologue de l'« eurasisme », vient renforcer l'impression que Washington et Moscou ont trouvé dans leurs doctrines respectives de politique étrangère une chambre d'écho²².

Face à une telle saturation de coordonnées historiques, le risque serait de surdéterminer le débat actuel sur la transformation des États-Unis. Mais il serait tout aussi dangereux d'ignorer ces références, ne serait-ce que dans la mesure où elles structurent fortement les représentations des acteurs en présence et la vision qu'ils ont de leur rôle dans l'Histoire. Elles ne se limitent pas à l'arène discursive : elles informent la conduite effective des politiques publiques. De ce point de vue, elles participent pleinement du diagnostic que l'on peut faire de l'évolution en cours.

²² Le lendemain des élections américaines, Douguine postait sur X : « So we have won. That is decisive. The world will be never ever like before. Globalists have lost their final combat. The future is finally open. I am really happy. » Un mois après l'inauguration, il se félicitait des débuts de la « Seconde Révolution américaine sous Donald Trump ».

3. Quatre scénarios d'évolution

Les éléments développés jusqu'ici accréditent un constat encore impensable il y a quelques semaines : sous l'impulsion de la seconde présidence de Donald Trump, les États-Unis traversent un processus de transformation accélérée qui affecte l'ensemble de leur système politique — depuis les rapports d'alliance et d'influence à l'échelle mondiale, jusqu'à la conception même de la démocratie libérale, du rôle de l'État fédéral et de ses relations avec la société civile.

Les sources auxquelles le régime actuel puise son inspiration sont connues. Les premières décisions de l'administration répondent à un plan cohérent aligné, d'une part, sur les valeurs et le *modus operandi* du Projet 2025 et, d'autre part, sur l'idéologie du « *Dark Enlightenment* », qui anime la fraction technologique ayant contribué à porter Trump au pouvoir. Si l'orientation générale du processus est bien identifiée, son issue reste cependant encore très incertaine. Rien ne garantit l'achèvement de ce projet : des résistances institutionnelles, des événements économiques ou géopolitiques imprévus, ou encore l'émergence de nouvelles dynamiques politiques pourraient infléchir, ralentir ou réorienter son cours.

Afin d'explorer ces incertitudes, nous proposons ici une déclinaison en **quatre scénarios contrastés**. Il ne s'agit pas de prédictions, mais d'hypothèses d'évolution structurées, permettant de penser les trajectoires possibles du régime politique américain dans les mois ou les années à venir. Ces scénarios s'inspirent de la typologie classique des « futurs génériques » proposée par Jim Dator : Transformation, Continuation, Effondrement, Discipline (ici reformulé en « Nouvel équilibre »). Chacun de ces scénarios cherche à éclairer une trajectoire possible, à partir de signaux déjà observables et de dynamiques latentes²³.

De manière à faciliter la lecture et construire un espace de comparaison entre les scénarios, nous conserverons la même structure de présentation d'un scénario à l'autre :

- premièrement, il s'agit de dégager la **dynamique générale** du mécanisme qui pourrait entraîner le système politique américain dans la direction du scénario considéré. La description de ces éléments s'inscrit dans un horizon prospectif de court terme (correspondant à la durée du second mandat de Donald Trump) ;
- deuxièmement, proposer une **image du futur** qui résulte de cette logique : une esquisse de la forme prise par les États-Unis en 2028, au terme du second mandat ;
- enfin, quelques hypothèses quant aux **répercussions** possibles du scénario dans quatre grands domaines particulièrement sensibles aux transformations en cours, quelle que soit son issue :
 - a) ordre géopolitique (reconfiguration des blocs, nouvelles alliances) ;
 - b) stabilité politique régionale (effets sur l'Europe du modèle autoritaire trumpien) ;
 - c) transition climatique et politiques énergétiques (réévaluation des cadres d'action climatique et de leur portée pour l'Europe) ;
 - d) fragmentations sociales et identitaires (conséquences pour l'espace public et la vie démocratique en Europe) ;

Bien que les scénarios soient focalisés sur les trajectoires d'évolution possibles du régime états-unien, ils cherchent donc aussi à explorer les effets de ce processus sur nos propres équilibres politiques, sociaux et économiques. En se transformant, les États-Unis nous transforment en retour.

²³ Précision méthodologique importante : le modèle de Dator est conçu pour nous aider à structurer nos *représentations* du futur. C'est un outil qui vise à explorer et appréhender les évolutions possibles d'un système soumis à de fortes incertitudes. Son mérite est d'offrir une grille de lecture prospective de l'information récoltée au jour le jour dans le cadre du travail de veille. Elle permet de donner une cohérence narrative au traitement des signaux. Les quatre scénarios présentés ici ne visent donc aucunement à « prédire » l'avenir (chaque scénario comporte d'ailleurs un titre sous forme interrogative). En livrant des images contradictoires quant au futur, elles peuvent nous aider à orienter autrement notre regard sur le présent.

Certains de ces effets sont déjà très visibles : la reconfiguration de l'alliance atlantique et des relations américano-russes accélère la construction d'une politique européenne de sécurité, et entraîne plus largement une réévaluation des dépendances technologiques européennes, dans la perspective d'une autonomie stratégique accrue.

Ce dernier point soulève une difficulté : les conséquences de ce « choc en retour » ne se laissent pas toujours aisément associer de manière linéaire à un scénario en particulier. Certaines conséquences que nous avons articulées à un scénario donné présentent parfois un caractère transversal qui pourrait les rendre pertinentes pour d'autres. Aussi proposerons-nous, dans le quatrième et dernier chapitre de ce bulletin, une synthèse sous forme de tableau des principaux enjeux, menaces et opportunités qui se dégagent de cet exercice d'exploration.

3.1. Scénario 1 : Changement de régime ? (*Transformation*)

Dynamique générale

Un mois et demi après le premier défrichage de Christina Pagel (cf. supra), l'administration Trump a poursuivi et même intensifié son travail de sape sur chacun des domaines identifiés par la chercheuse. Timothy Snyder, qui évoquait un « coup d'État » pour qualifier le démantèlement illégal de l'État fédéral par la cellule DOGE, parle désormais de [« changement de régime »](#).

Pour l'historien, le point de bascule est à trouver dans la déportation de 238 Vénézuéliens soupçonnés d'appartenir à un gang vers une méga-prison située au Salvador. Pour justifier cette mesure d'exception, prise au mépris des droits des intéressés et en violation flagrante de l'ordonnance d'un juge fédéral, Donald Trump a invoqué une ancienne disposition remontant à 1798, le *Alien Enemies Act*, qui autorise le Président à appréhender et expulser les résidents originaires d'un pays ennemi étranger. On se trouve là, dit Snyder, devant « une affirmation de l'autorité totale de l'exécutif », qui s'inscrit dans un rapport au langage typique d'un régime qui entend utiliser son pouvoir pour redéfinir la réalité :

« There is no basis for this deportation beyond speech acts and keyboard acts. The words ("foreign alien terrorists," "monsters") are doing the work. There are no procedures between the movement of mouths and the movement of bodies. (...) If we accept that the executive branch can simply deport anyone they call a "foreign alien terrorist," then none of us has any rights. ».

Cette redéfinition du langage accompagne le régime depuis la seconde investiture de Donald Trump. Après avoir suspendu toutes les politiques dites « DEI » (diversité, équité, inclusion) des agences et programmes fédéraux, l'administration [passe au crible les publications scientifiques et bases de données publiques](#) pour en éliminer les termes jugés trop marqués idéologiquement, qu'il s'agisse de notions liées au genre, aux discriminations systémiques ou au changement climatique. « Imaginez, dit le chercheur Olivier Erzscheid, des scientifiques contraints de parler d'ouragans sans pouvoir mentionner le climat, d'étudier les inégalités sans pouvoir dire "femme" ou "racisme". C'est Orwell qui rencontre Kafka dans un épisode de *Black Mirror*. » Il y a bien quelque chose d'orwellien dans cette volonté de contrôle du langage : une *novlangue* s'installe, conçue pour rétrécir les possibilités de nommer la réalité – en toute complicité avec les géants du numérique Google et Meta, dont les outils d'indexation et de filtrage algorithmique sont progressivement adaptés aux nouvelles normes idéologiques.

[Les attaques contre le monde académique](#) se sont également intensifiées. Confrontée au risque de perdre des centaines de millions de dollars de financement fédéral, l'Université Columbia s'est pliée aux demandes de l'administration. Marco Rubio a promis d'intensifier les poursuites à l'encontre d'étudiants étrangers qui s'engagent dans des manifestations contre la guerre à Gaza. Les

cas se multiplient d'arrestations arbitraires, parfois en pleine rue. L'Université Brown [conseille désormais à ses étudiants internationaux](#), même détenteurs d'un visa, de différer leur séjour, étant donné les incertitudes quant à un durcissement de la politique américaine en matière d'immigration. Quelques jours auparavant, [un chercheur français s'était vu refouler l'entrée](#) aux États-Unis, en raison d'une fouille sur son téléphone qui avait révélé des messages hostiles à Donald Trump. Dans ce contexte tendu, l'agence ICE (police douanière et de contrôle des frontières) a reprogrammé une application (à l'origine créée pour faciliter les rendez-vous en matière d'asile) pour [permettre aux sans-papiers se trouvant aux États-Unis de « s'auto-déporter »](#).

Sans doute la mue vers le nouveau régime n'est-elle pas achevée, mais le processus est enclenché. [Dès le 9 février, le vice-président J. D. Vance déclarait](#) que « les juges ne sont pas autorisés à contrôler le pouvoir légitime de l'exécutif ». Dans cette interprétation du rôle du Président, le pouvoir exécutif prime sur les autres branches : en dernière instance, la Constitution ne repose pas sur une hiérarchie de normes, mais [sur la volonté d'un homme et son pouvoir de décision](#). Le rôle du Congrès se résume à une chambre d'entérinement ou à une succession de protestations impuissantes. Celui des juges, à subir un processus de [« réalignement »](#), qui s'étend progressivement à toutes les sphères de la société.

Une érosion des contre-pouvoirs dans une trajectoire « post-démocratique » (cf. encadré ci-dessous) comporte un autre risque : celui de voir l'État étendre ses pouvoirs d'exception jusqu'à cibler des opposants, des journalistes, des acteurs de la société civile (ONG), voire de simples citoyens. Avec un commandement de l'armée remplacé par des loyalistes, et un nouveau directeur du FBI n'hésitant pas à dresser une [« liste d'ennemis »](#) censés appartenir à « l'État profond », on peut craindre un glissement vers un gouvernement autoritaire, pour lequel la question du recours à la violence se posera à un moment ou à un autre sur son chemin. Cette trajectoire du régime, loin d'annoncer une stabilité assurée, pourrait aussi contenir en germe sa propre fragilisation. Les menaces physiques sur les représentants politiques, la complaisance du pouvoir à l'égard de certaines milices armées, mais aussi la multiplication d'actes de désobéissance civile pourraient progressivement générer un climat insurrectionnel, préalable à un possible effondrement (cf. infra, scénario 3).

Déjà bien marqué sur le plan intérieur, ce processus de « brutalisation des sociétés » (selon l'expression de l'historien George Mosse, qui l'appliquait à la Première Guerre mondiale) est aussi particulièrement manifeste en politique étrangère. Isolationniste si on le juge pour son projet de restauration de la grandeur de l'Amérique, le nouveau régime affiche très ouvertement ses volontés expansionnistes sur des territoires comme le Groenland et le Canada, au nom des intérêts supérieurs des États-Unis, qui priment toute autre considération (en termes de respect des traités, des frontières et de la souveraineté des États), notamment dans sa rivalité commerciale avec la Chine. Comme le dit crûment le Républicain Andy Ogles, membre de la Chambre des représentants, « nous sommes, très franchement, [le prédateur dominant](#) »²⁴.

Ce qu'il est convenu d'appeler par euphémisme le « transactionnalisme » de la diplomatie économique de Trump s'inscrit dans cette brutalisation. Dans cette vision du monde avant tout mercantiliste, les échanges commerciaux sont perçus comme [un jeu à somme nulle](#). La restauration d'une balance commerciale positive devient le seul critère pour juger de l'équité d'un « deal » du seul point de vue des USA. Les barrières tarifaires, les chantages aux ressources ou à la dette, fonctionnent comme un levier dans une épreuve de force conçue pour faire plier le « partenaire »²⁵. Mais l'administration [compte également sur la manne financière des droits de douane](#) pour compenser

²⁴ Le 29 mars, pendant la visite du vice-président au Groenland, [le chroniqueur de Fox News Jesse Watters déclarait](#) : « Nous n'avons pas besoin d'amis. Même si nous devons brûler quelques ponts avec le Danemark pour prendre le Groenland. Nous sommes de grands garçons. Nous avons largué une bombe sur le Japon, qui est aujourd'hui notre principal allié. »

²⁵ Une ingérence qui s'étend désormais aux entreprises étrangères : fin mars, [l'ambassade américaine à Paris a envoyé un formulaire à des sociétés françaises](#), sommées de prouver qu'elles mènent pas de politique de discrimination positive, faute de quoi elles pourraient être exclues des appels d'offres fédéraux.

les déséquilibres budgétaires causés par le nouveau régime fiscal favorable aux entreprises et aux hauts revenus. Le pari, que la grande majorité des économistes s'accorde à trouver irréaliste, pourrait se retourner contre l'administration, en provoquant une récession – prémisse d'une bifurcation vers les scénarios 2, 3 ou 4.

Le terme de « changement de régime » utilisé par Snyder semble donc décrire avec justesse la trajectoire de transformation que traversent actuellement les États-Unis : la cohérence idéologique de la nouvelle administration, le caractère planifié des actions actuellement menées, la mainmise sur le langage et le cadre symbolique du pouvoir confèrent à ce processus une portée effectivement révolutionnaire. À ce stade, il est encore difficile de nommer ce régime en gestation (cf. encadré ci-dessous). Ses composantes sont néanmoins désormais connues.

Penser l'après : un flou terminologique

Après avoir embrassé l'ère de la « Post-Vérité », la seconde administration pourrait aujourd'hui marquer celle de la « **Post-démocratie** ». Popularisé par Colin Crouch au début des années 2000²⁶, ce concept décrit une situation où les institutions de la démocratie représentative subsistent, mais dévitalisées, réduites à des coquilles vides sous l'effet de la désaffection civique et de l'impuissance des partis de gouvernement face à la globalisation financière. Depuis la crise de 2008, la notion a été critiquée, notamment pour son incapacité à saisir l'émergence de logiques « anti-système », de gauche comme de droite, qui sont tout sauf apathiques et s'appuient sur de nouveaux clivages : « entre identité et cosmopolitisme et (...) entre altermondialistes et néolibéraux »²⁷.

Parler de « **démocratie illibérale** » n'est guère plus satisfaisant. La notion permet certes de saisir certaines caractéristiques de la dynamique trumpienne : affaiblissement systématique des contre-pouvoirs, captation des institutions, discours nationaliste hostile aux minorités. Elle donne à voir un régime hybride, qui conserve les apparences du processus électoral tout vidant les institutions de leurs garanties libérales (séparation des pouvoirs, liberté de la presse, indépendance de la justice). Elle inscrit également le nouveau régime trumpien dans une dynamique internationale plus large, qu'il encourage et contribue à fédérer et depuis son inauguration. Mais elle agrège des réalités politiques très hétérogènes et est inopérante pour penser le rôle des acteurs économiques (notamment de la Tech et de son imaginaire) dans [les fractions qui ont porté Trump au pouvoir](#).

Le terme de « **post-fascisme** », utilisé notamment par Enzo Traverso²⁸, vise à capter la mutation des logiques autoritaires contemporaines, sans renvoyer au fascisme dans sa forme historique, mais en cherchant à comprendre les formes de sa réinvention dans un autre contexte. Il peut sembler pertinent pour décrire certaines tendances du trumpisme : culte du chef, centralisation autoritaire, appel à la tradition, désignation d'ennemis intérieurs, [recours à des affects négatifs](#), anti-intellectualisme, brutalisation... Comme les notions précédentes, il insiste sur le maintien d'une façade démocratique masquant l'estompement des normes légales. Il a cependant des limites évidentes, en premier lieu son analogie polémique avec le fascisme, dont l'usage est problématique pour saisir un régime en gestation qui ne mime pas les fascismes européens, mais invente autre chose.

Moins connotée, la notion de « **césarisme** » offre un décalage intéressant. Elle renvoie historiquement à une forme de pouvoir autoritaire fondé sur le plébiscite populaire, concentré entre les mains d'un chef charismatique s'appuyant sur des institutions affaiblies. Dans le contexte américain d'une présidence hypertrophiée gouvernant par décrets, il a l'avantage de résonner avec les références antiques qui irriguent, de manière surprenante, l'imaginaire impérial de figures technologiques comme Thiel ou Musk : figure du monarque-CEO ([adoptée par Trump](#)), esthétique néo-romaine, [style « archéofuturiste »](#) mêlant traditionalisme

²⁶ Crouch, C. (2004), *Post-democracy*. Cambridge, Polity.

²⁷ Fontan, C. (2022), « Post-démocratie », in Petit, G. *et al.* (dir.), *DicoPart*, 2^e éd., GIS-D&P, [en ligne](#) ; Martin, P. (2018), *Crise mondiale et systèmes partisans*, Paris, Presses de Sciences Po.

²⁸ Traverso, E. (2017), *Les Nouveaux Visages du fascisme*, Paris, Textuel.

et fascination pour l'accélération. Là réside aussi sa faiblesse : il qualifie un style de pouvoir plus qu'un régime, et ne suffit pas à rendre compte des recompositions systémiques à l'œuvre.

Enfin, le concept de « **patrimonialisme** » [a récemment été mobilisé](#) pour caractériser la nature du pouvoir exercé par Donald Trump. Chez Max Weber, il désigne un régime où l'autorité repose sur des relations de loyauté, de clientélisme ou de dépendance personnelle. Appliqué au trumpisme, il éclaire certaines dérives du pouvoir : recours aux membres de la famille, instrumentalisation des institutions, captation des ressources de l'État à des fins privées, porosité entre pouvoir politique et intérêts économiques. Il souligne également les affinités croissantes du trumpisme avec certains régimes autoritaires, notamment la Russie. Il reste cependant relativement technique, et passe à côté de traits essentiels du nouveau régime qui dépassent la seule personne de Trump.

En conclusion, aucun de ces termes ne s'impose vraiment : chacun éclaire une facette du régime en gestation, sans parvenir à en saisir la dynamique d'ensemble. Un flou terminologique qui reflète, en creux, la nature encore instable d'un projet politique en train de s'inventer sous nos yeux.

Image du futur

En 2028, les États-Unis sont méconnaissables. Ils ont basculé dans un régime autoritaire, où une façade d'institutions démocratiques subsiste mais ne garantit plus ni l'alternance, ni le pluralisme effectif. Le pouvoir exécutif concentre l'essentiel des décisions, marginalise les contre-pouvoirs et gouverne par décret. La violence d'État reste contenue, mais la menace est omniprésente, amplifiée par l'instrumentalisation de la justice, qui n'hésite pas à désigner et cibler des ennemis intérieurs. Le régime tient, mais au prix d'une brutalisation de l'espace public, dont l'empreinte se fait aussi sentir à l'extérieur : les États-Unis assument leur isolement, qui est le prix à payer pour l'extension de leur espace stratégique.

Répercussions du scénario

- En matière **géopolitique**, les États-Unis tournent le dos au multilatéralisme libéral qu'ils avaient eux-mêmes institué. Ils renoncent à leurs outils de « *soft power* » et projettent leur puissance selon une logique transactionnelle, voire prédatrice. Les alliances anciennes (OTAN, ONU, OMC) sont soit délaissées, soit instrumentalisées à des fins unilatérales. L'objectif n'est plus de fédérer, mais d'imposer. De nouvelles affinités émergent, non plus fondées sur des valeurs communes, mais sur des intérêts partagés entre puissances autoritaires. Au prix d'un isolement croissant mais assumé, Washington se rapproche de Moscou, marginalise l'Union européenne et trouve dans certains pays d'Amérique du Sud un terrain privilégié pour étendre sa sphère d'influence (accès aux ressources, sous-traitance de sa politique migratoire, appui à des régimes autoritaires...).
- En **Europe**, la rupture du lien transatlantique fragilise les équilibres géopolitiques hérités de l'après-guerre. Après la paix léonine conclue en Ukraine, l'Union tente de s'affirmer comme puissance régionale autour de priorités communes — notamment en matière de sécurité, de défense et de résilience institutionnelle —, pour contrer la restauration de la sphère d'influence russe en Europe centrale et orientale. Mais elle affronte une offensive idéologique sans précédent : campagnes de désinformation, coordination des partis populistes, sabotage des initiatives communes. Certains courants politiques, séduits par le nouvel axe Washington–Moscou, assument ce réalignment comme une forme de « [vassalisation heureuse](#) », [selon l'expression ironique du président italien Sergio Mattarella](#). La démocratie libérale n'est plus un point de convergence partagé : elle devient un choix stratégique, parfois remis en question de l'intérieur.

- Sur le front **climatique et énergétique**, la rupture est brutale. Les États-Unis se retirent des accords internationaux, sabordent les processus des COP et imposent une redéfinition du langage scientifique dans leurs institutions, qui cessent de monitorer le changement climatique. La relance des industries fossiles américaines dope le marché mondial, encourageant plusieurs puissances émergentes à abandonner discrètement leurs trajectoires de transition. Seules quelques coalitions régionales autour de l'Union européenne (courtisée par la Chine) tentent de préserver des trajectoires fragmentées de transition. Celle-ci se résume de plus en plus à des stratégies d'adaptation ou d'optimisation, qui font la part belle aux technologies. Dans le même temps, les politiques en cours donnent tout de même quelques fruits : la part relative des fossiles continue de diminuer tendanciellement, celle des renouvelables d'augmenter, même aux USA.
- Les logiques de **fragmentation sociale et culturelle** s'intensifient. Sans toujours faire référence à Trump, dont la figure reste ultra-polarisante, l'expérience trumpienne fait des émules en Europe, non seulement sur le plan rhétorique (importation de « guerres culturelles », délégitimation des élites), mais par les dispositifs qu'elle a inaugurés : politiques de « remigration », définancement d'institutions clés, restrictions de la liberté d'expression. Certaines formations politiques s'interrogent sur la « valeur ajoutée » de la démocratie et plaident pour un « reset » des missions de l'État. Ces thèmes circulent et s'adaptent, amplifiés par des plateformes politiques transnationales qui exploitent les failles d'un espace public de plus en plus fragmenté et polarisé.

3.2. Scénario 2 : Restaurer la République ? (Continuation)

Dynamique générale (2025-2028)

Trump entame son second mandat avec un [taux d'approbation historiquement bas](#), dans un pays extrêmement polarisé. Sur le plan intérieur, le chaos des premières semaines se fait progressivement ressentir sur une partie de ses électeurs, [qui découvrent avec stupeur que leur vie est directement affectée par les décisions](#) (suspension de programmes fédéraux, pertes d'emplois, diminution des aides en matière de pensions, d'éducation ou de soins de santé, inflation, perte de pouvoir d'achat). Les Républicains, [qui subissent une pression de plus en plus forte](#) et craignent pour leur réélection, demandent des comptes à Washington et font apparaître des dissensions au sein du Parti Républicain. Les [« villes sanctuaires » continuent de résister](#) à certaines directives fédérales, notamment en matière d'immigration.

Si l'on amplifie ces signaux convergents, il est possible d'imaginer une dynamique d'évolution dans laquelle Trump perd progressivement la main : les cours fédérales tiennent bon face à des menaces de plus en plus dénoncées comme des tentatives de prise du pouvoir anticonstitutionnelles. Le Congrès est obligé de jouer à son tour son rôle de contrôle de l'exécutif.

C'est aussi le retour d'un certain principe de réalité. Les purges expéditives opérées par la cellule DOGE témoignent d'une profonde méconnaissance du fonctionnement des institutions visées. Ainsi, trois jours après l'envoi de son message enjoignant à tous les fonctionnaires fédéraux de [justifier leur travail par une liste de cinq points](#), sous peine d'être révoqués, Elon Musk [rappelle subitement des contrôleurs aériens partis à la retraite](#). En « cassant » le gouvernement, ce sont des services essentiels qui risquent de ne plus être assurés. Les chiffres avancés pour attester des économies réalisées en sabrant dans les effectifs [se révèlent opaques, invérifiables ou simplement erronés](#). Loin d'améliorer l'efficacité du gouvernement, la cellule DOGE entraîne même un surcroît de gaspillage. Ainsi, la suppression spectaculaire de l'USAID, n'a pas seulement pour effet de désengager les États-Unis de leur action internationale en matière d'aide au développement et de

lutte contre la pauvreté : en coupant dans les programmes alimentaires humanitaires, c'est [une partie significative de la production agricole américaine](#) qui se retrouve sans débouchés, risquant d'entraîner la faillite de milliers d'agriculteurs, tandis que leurs productions de céréales moisissent dans les ports.

La tronçonneuse que brandissait fièrement Elon Musk à la CPAC (Conférence d'action politique conservatrice) se retourne petit à petit contre lui – un « [Tesla Chainsaw Massacre](#) », qui entraîne petit à petit la firme du milliardaire dans une spirale de scandales. Tesla subit de plein fouet les conséquences du comportement erratique de son dirigeant. Musk, dont la fortune reste indexée à la capitalisation boursière de son entreprise, voit son crédit personnel et financier fondre avec les ventes de ses véhicules. Dans la suite du scénario, à mesure que le régime s'enfonce dans la paralysie, on peut imaginer un Musk isolé se concentrant sur sa défense contre les [accusations de malversations](#) et de [conflits d'intérêts](#) qui s'accumulent.

De mois en mois, l'administration Trump multiplie les preuves de son incompétence. Les anecdotes abondent qui témoignent d'une combinaison détonante d'autoritarisme maladroit, d'arrogance mal placée et de déni du réel. Rien ne semble démonter les hauts responsables américains, même pris en flagrant délit d'amateurisme : la [fuite d'un plan d'opération militaire contre les rebelles Houthis au Yémen](#), révélé par erreur sur la messagerie Signal au rédacteur en chef du magazine *The Atlantic*, suscite à peine un haussement d'épaule chez le Secrétaire à la Défense Peter Hegseth. C'en est trop pour certains Républicains, dont [des membres rompent les rangs pour demander une commission d'enquête](#) sur le scandale.

Si c'est un coup d'état, c'est un « [coup d'état stupide](#) », selon l'expression de l'essayiste et philosophe Rebecca Solnit. Le rappel des Cybertrucks de Tesla, dont les panneaux ont été assemblés avec [une mauvaise colle](#), devient une « métaphore du régime : un véhicule faible s'efforçant d'avoir l'air solide, victime de sa propre médiocrité, un jouet laid qui tombe en ruine ». Les réactions de tous côtés se multiplient pour faire barrage aux décisions de plus en plus incohérentes du [Président-Ubu](#). La fable de l'« État-entreprise » et du « Président-CEO » s'effondre : les USA se souviennent qu'ils se sont construits sur une méfiance historique vis-à-vis des abus de l'autorité et du pouvoir central. La tentative de coup d'État digital apparaît comme un pétard mouillé, une aberration dans l'histoire américaine.

La fin du mandat de Trump est confuse, entre nouvelles déclarations invraisemblables, incertitudes sur sa volonté de céder le pouvoir, remaniements en cascade et nouvelles menaces d'*impeachment*, alors que les deux chambres du Congrès ont basculé en faveur des démocrates aux élections de mi-mandat²⁹. Un nouveau consensus bipartisan émerge pour marginaliser des Républicains MAGA déjà très affaiblis après une « nuit des longs couteaux » qui aura vu une partie de la fraction chrétienne nationaliste désillusionnée rompre avec l'aile technologique du mouvement. Une partie des institutions sabordées par la cellule DOGE sont remises en fonction. Les deux partis préparent déjà l'après-Trump : un projet de restauration de l'Amérique après un second mandat chaotique, autour d'un message-clé, « *Let's Clean The Mess* ».

Image du futur

Cet enchaînement de mécanismes, en venant freiner puis bloquer la dynamique de transformation, permet de dégager une image du futur très différente de celle du premier scénario :

En 2028, les États-Unis sortent profondément éprouvés du second mandat de Donald Trump. Le projet de transformation autoritaire a échoué, non par renversement frontal, mais par usure,

²⁹ Signe avant-coureur : fin mars, [les Démocrates récupèrent un siège en Pennsylvanie](#), dans un district qui avait voté pour Trump avec quinze points d'avance sur Kamala Harris. Ils réussissent également à [conserver un siège très disputé à la Cour suprême de l'État du Wisconsin](#), malgré l'investissement personnel et financier d'Elon Musk dans l'élection.

désaveu populaire et désintégration interne. Le pays entre dans une phase de reconstruction démocratique fragile. Une nouvelle génération d'élus émerge, issue des mobilisations contre le trumpisme et du rang des républicains modérés. La polarisation reste forte, mais un consensus minimal émerge autour de la nécessité de restaurer l'État de droit et de protéger les institutions. La démocratie américaine n'a pas été renversée, mais elle revient de loin — et la conscience de cette vulnérabilité devient l'un des moteurs d'un sursaut partiel.

Répercussions du scénario

- Sur le plan **géopolitique**, la stratégie de rupture engagée au début du second mandat (blocage des contributions aux agences internationales, retrait d'accords multilatéraux, attaques contre l'OTAN, rapprochement avec Moscou) devient rapidement insoutenable. Les alliés traditionnels, lassés par l'imprévisibilité de Washington, multiplient les initiatives sans les États-Unis. L'Europe entame une montée en puissance stratégique partielle, tandis que la Chine profite du vide laissé par l'abandon américain de ses outils de *soft power*. À mesure que l'administration Trump s'enlise, le Département d'État tente de rétablir ses canaux diplomatiques. Mais les positions américaines ne sont plus guère audibles. Washington doit désormais regagner sa crédibilité.
- En **Europe**, la transition post-Trump met fin à une phase de désorientation politique. Les divisions persistent, mais plusieurs États membres cherchent à renforcer leur autonomie en matière de défense et de résilience démocratique. Dans ce contexte, l'Union européenne capitalise également sur les fractures culturelles outre-Atlantique : plusieurs pays se positionnent comme terre d'accueil pour les scientifiques et chercheurs définancés par l'administration Trump. La démocratie américaine, fragilisée mais debout, cesse d'alimenter les dynamiques « illibérales » (cf. encadré ci-dessus, section 3.1) à l'étranger. L'effet d'exemplarité s'inverse : le chaos institutionnel des États-Unis devient un repoussoir plus qu'un modèle.
- Sur le plan **climatique**, la politique de l'administration Trump se heurte à une résistance fragmentée, mais réelle. Plusieurs États fédérés (Californie, New York, Illinois) poursuivent leur trajectoire de transition, renforçant leurs alliances avec des partenaires européens ou asiatiques. Certaines grandes entreprises du secteur énergétique, anticipant une alternance, renoncent à leurs investissements dans les énergies fossiles. À l'échelle internationale, l'absence des États-Unis affaiblit les mécanismes de négociation, mais des coalitions régionales (en Europe, en Asie, en Amérique latine) préservent une gouvernance minimale autour des COP. À la fin du mandat, le retard accumulé pèse lourd : les promesses anciennes ont perdu de leur crédibilité, et le retour à la dynamique pré-Trump semble incertain dans un contexte d'urgence croissante.
- L'effet mimétique qui avait permis, entre 2016 et 2024, l'exportation des « **guerres culturelles** » nord-américaines s'atténue. Si les débats sur le genre, l'identité ou la liberté d'expression subsistent, ils perdent de leur intensité et de leur centralité politique. Les mouvements populistes en Europe s'essoufflent, en partie par réaction au mauvais spectacle donné par les États-Unis. La rhétorique « illibérale » continue d'être mobilisée, mais le récit perd en puissance. Avec le retour progressif à un cadre institutionnel plus solide aux États-Unis, la vie démocratique et l'espace public retrouvent un semblant de normalité.

3.3. Scénario 3 : Après l'Amérique ? (*Effondrement*)

Dynamique générale (2025-2028)

Dans le scénario 2, l'administration Trump était rattrapé par l'écart entre l'ampleur de ses prétentions à la puissance et son incapacité à les mettre en œuvre. Dans le scénario 3, le « rappel du réel » trouve plutôt son origine dans le mécanisme enclenché par la *politique économique* du Président.

Les barrières douanières provoquent d'abord [une spirale inflationniste et une stagnation de l'activité économique](#). Incapables d'écouler leurs stocks, [les entreprises doivent licencier](#), accélérant encore la baisse globale du pouvoir d'achat. Le ralentissement de l'économie entraîne la fermeture de commerces et d'industries. Fin mars, la Deutsche Bank estimait [la probabilité d'une récession à une chance sur deux](#). Convaincu de la justesse de sa stratégie, Donald Trump double pourtant la mise, avec de nouvelles taxes infligées à ses voisins et anciens partenaires commerciaux. Dans le même temps, [il avertit les constructeurs automobiles de ne pas augmenter leurs prix](#) en réponse aux tarifs douaniers. En Europe et au Canada, l'impopularité croissante du régime américain amplifie les mouvements de boycott, qui touchent à présent de larges catégories de produits, y compris technologiques, pour lesquelles des alternatives locales sont activement promues et recherchées.

Les raisons de cette obstination du régime sont difficiles à appréhender. Beaucoup d'observateurs s'accordent cependant à y trouver des ressorts avant tout idéologiques. [Selon l'économiste Noah Smith, la politique économique de Trump poursuit un fantasme d'autosuffisance](#) qui évoque les expériences de pays fermés, comme péronisme argentin, l'autarcie franquiste, voire... le « juche » nord-coréen : « This is American juche. Our own Iron Curtain. America won the Cold War, then we looked at the country that lost and decided to be more like them. »³⁰

Dans la suite du scénario, les tensions sur les chaînes d'approvisionnement, consécutives aux expulsions de millions de sans-papiers ([5% de la main d'œuvre américaine](#)), provoquent des ruptures inattendues : dans le Montana, des distributeurs rationnent les engrais ; dans l'Ohio, des abattoirs ferment faute de personnel. Sans l'apport des travailleurs saisonniers, certaines récoltes ne sont plus assurées. La perte de confiance des investisseurs comme des consommateurs, [déjà au plus bas depuis douze ans en mars](#), entraîne un effondrement des marchés financiers, emportant avec eux le dernier garde-fou qui pouvait encore contraindre le Président à un certain pragmatisme. C'est désormais trop tard : la politique économique de Trump entraîne une récession aux États-Unis.

Dans la suite du scénario, face à l'agitation sociale croissante, l'administration blâme les « ennemis intérieurs » et décrit la répression comme un mal nécessaire pour purger les USA de leurs éléments « anti-américains ». Donald Trump déclare l'état d'urgence à l'échelle nationale, ce qui lui permet d'élargir encore le champ des mesures d'exception. Dans le même temps, les expulsions de personnes en situation irrégulière s'intensifient. Des centres de détention provisoire sont construits à la hâte, y compris sur le territoire national. Certains citoyens américains sont désormais pris pour cible au motif de leur origine, de leur statut, voire de leur opinion politique. Pour la première fois de leur histoire, les États-Unis deviennent un pays d'émigration : inquiètes pour leur avenir, des catégories entières de la population américaine [qui envisageaient déjà de s'expatrier au début du régime](#), notamment les jeunes et les personnes issues de minorités, finissent par franchir le pas. Pour conserver une apparence de fonctionnalité de leur économie durement touchée par l'absence de main d'œuvre, certains États [suivent l'exemple de la Floride dans son assouplissement de la législation limitant le travail des enfants](#).

³⁰ Les débuts du régime trumpien comportent par ailleurs des [parallèles troublants avec la Révolution culturelle maoïste](#).

Dans ce climat quasi-insurrectionnel, la tenue des élections de mi-mandat n'est plus garantie. L'exécutif n'a plus d'autre choix qu'une nouvelle fuite en avant. La crise culmine lorsqu'une intervention de l'armée contre des manifestants tourne au drame. Une partie de la hiérarchie militaire refuse de cautionner l'usage de la force contre les civils. Une fracture s'ouvre au sein du commandement, déjà très divisé sur l'aventurisme militaire de l'administration au Groenland. Les désertions se multiplient, alors que des territoires passent *de facto* hors du contrôle de Washington. Plusieurs États, villes ou municipalités entrent en désobéissance civile, refusant d'appliquer ces politiques. La Californie, qui explorait depuis longtemps la possibilité de quitter la Fédération, enclenche un mouvement sécessionniste qui prend de l'ampleur. Paradoxalement, certaines factions au pouvoir **ne voient pas nécessairement le « Calexit » d'un mauvais œil** : l'accession à l'indépendance du plus grand état démocrate ne fait après tout qu'augmenter la mainmise des « red states » sur la Maison-Blanche – pour autant que la stabilité puisse être restaurée à l'intérieur...

À la surprise de beaucoup, l'effondrement partiel des États-Unis ne provoque toutefois pas un cataclysme mondial. L'effet de contagion reste limité : l'affaiblissement de l'autorité américaine avait déjà été anticipé au niveau international. Le monde ne suit pas l'Amérique dans sa chute, il s'ajuste.

Image du futur

L'image du futur associée à ce scénario est celle d'une implosion du régime :

En 2028, la crise provoquée par le second mandat de Donald Trump débouche sur un effondrement partiel de l'État fédéral. Le contrôle exercé par Washington sur le territoire est devenu inégal et contesté. Plusieurs États fonctionnent en autonomie de fait, en refusant d'appliquer les directives de l'exécutif. Le pays est traversé par des zones de tension chronique, où coexistent poches d'insurrection, gouvernances parallèles et milices armées. Les services publics, les chaînes logistiques et les garanties sociales ne sont plus assurés partout de la même manière. Le monde assiste à l'effondrement matériel et symbolique du modèle américain, marquant la fin d'un cycle politique entamé en 1945.

Répercussions du scénario

- L'effondrement partiel de l'État fédéral américain provoque une onde de choc **stratégique** à l'échelle mondiale. Le système international entre dans une phase de recomposition. L'OTAN, privée de son pilier central, se transforme en réseau de coopérations défensives partiellement intégré. Les Européens déploient une dissuasion hybride, mêlant capacités militaires, souveraineté technologique et diplomatie économique. L'Union ne remplace pas les États-Unis comme puissance globale, mais parvient à incarner une stabilité régionale. Le nouveau paysage n'est ni celui d'un chaos généralisé, ni celui d'une substitution claire du *leadership* américain par un autre. C'est un monde « post-hégémonique », où les équilibres se renégocient en permanence, et où aucune puissance ne peut imposer seule un ordre international.
- En **Europe**, la crise agit comme un électrochoc. Elle stimule un sursaut démocratique nourri par l'arrivée de chercheurs, artistes et activistes américains en exil, et par la prise de conscience de ses fragilités internes. Plusieurs États redéfinissent leur projet politique, renforcent l'État de droit et coopèrent sur les questions de sécurité. Pour ses défenseurs, la démocratie libérale se vit désormais comme une forme politique à consolider à l'échelle régionale, dans un monde incertain.

- L'effacement des États-Unis achève de bouleverser les équilibres de la **gouvernance climatique**. Les COP se poursuivent, sans produire d'engagements contraignants. Dans plusieurs régions, l'instabilité des marchés énergétiques et le relâchement des standards environnementaux favorisent une relance partielle des projets fossiles. Mais cette désorganisation ouvre aussi de nouvelles initiatives pour des dynamiques de transition plus locales. Sans l'instabilité chronique qui caractérisait l'attitude américaine, certaines négociations progressent sous l'impulsion d'alliances régionales ou de coalitions industrielles. Le climat cesse d'être un objet de consensus international : il devient un champ de tensions, d'adaptations et de stratégies concurrentes.
- Si le spectacle d'un pays fracturé et affaibli ouvre un espace de recomposition démocratique en Europe, l'expérience trumpiste, notamment en matière d'immigration, continue d'exercer un pouvoir d'attraction sur certaines formations politiques. Le climat de **fragmentation sociale** persiste, traversé par des forces contradictoires : une aspiration à la stabilisation démocratique, mais aussi la rémanence d'une conflictualité identitaire encore alimentée par les dernières secousses de l'ère Trump.

3.4. Scénario 4 : Vers un nouvel équilibre ? (*Discipline*)

Dynamique générale (2025-2028)

Dans ce quatrième scénario, le choc politique du second mandat de Trump agit comme un catalyseur paradoxal : il ne provoque ni effondrement (scénario 3), ni restauration (scénario 2), mais une sorte de mise à l'épreuve prolongée du système politique. On y retrouve cependant des éléments des deux scénarios précédents. Comme dans le scénario 2, l'administration s'enlise dans ses contradictions et fait face à la contestation vigoureuse de ses décisions par les cours fédérales. Comme dans le scénario 3, le désarroi des citoyens face aux conséquences désastreuses des mesures économiques de Trump a des effets mobilisateurs, mais dans un climat politique comparativement moins tendu.

Les débuts du second mandat avaient déjà vu un certain renouveau de la contestation. Peu médiatisés, souvent relégués au second plan de l'actualité, ces mouvements de résistance ([#te-slatakedown](#), [Stand Up For Science](#), [#50501](#)...) commencent pourtant à prendre de l'ampleur. Face au silence de l'opposition démocrate au Congrès, des citoyens inventent des modes de protestation qui ciblent les attaques de l'administration envers la science, les minorités et l'immigration, mais aussi singulièrement l'action d'Elon Musk et le démantèlement progressif de l'État fédéral. [Comme le constate Denis Saint-Amand](#), ces protestations sont portées par une « joie militante », qui remet au centre la question du « souci de l'autre », de l'empathie³¹ et de la solidarité.

Dans la suite du scénario 4, ces mouvements s'étendent progressivement au-delà des zones urbaines. Des liens sont tissés entre manifestations, qui convergent dans la constitution d'une plateforme ouverte à une large coalition de causes, bien au-delà des affiliations partisans. Dans les États républicains, [les électeurs durement touchés par les décisions de l'administration](#) (régions industrielles en déclin, classes moyennes rurales, communautés conservatrices affectées par les dérèglements administratifs) se fédèrent également pour dénoncer les dérives du Parti Républicain. Un air de « Tea Party » se remet à souffler : une portion significative des partisans de Trump se désengage d'un récit « MAGA » de plus en plus délégitimé. Du côté de l'opposition démocrate, l'attentisme des élus provoque des [fractures internes chez les militants qui remettent ouvertement en cause](#) l'appareil et la stratégie du Parti. En tournée de protestation depuis l'inauguration, [Bernie](#)

³¹ Dans une interview accordée à Joe Rogan, [Elon Musk avait déclaré vouloir sauver l'Occident de l'empathie](#), considérée comme un « bug » facilement exploitable, entraînant la civilisation au suicide. Le slogan « Make Empathy Great Again » opère un renversement de cette logique.

[Sanders espère cette fois fédérer les mécontents](#) au-delà de son parti, autour d'un programme de défense de la démocratie contre l'emprise de l'oligarchie.

De ce double désalignement (républicain et démocrate) naît une recomposition politique inédite. De nouvelles plateformes transpartisanes émergent, portées par des figures hors des circuits traditionnels, sur des thèmes structurants : justice fiscale, lutte contre la corruption, refondation de l'État, politique industrielle. Ce n'est pas une révolution, mais un mouvement de fond qui amorce une forme de renouveau démocratique sans précédent depuis le New Deal. À rebours des « tech bros » qui attendaient du régime trumpiste qu'il valide leurs aspirations anti-démocratiques, une nouvelle génération d'entrepreneurs technologiques émerge qui [refuse le « césarisme », à l'image de la CEO du réseau social Bluesky](#). Du haut de ses 94 ans, l'investisseur Warren Buffett, [qui avait parfaitement anticipé les effets des barrières douanières sur l'économie américaine](#), incarne presque à lui seul ce refus de la tentation oligarchique, en proposant spontanément de mettre en place un impôt sur la fortune.

À mesure que l'on se dirige vers les élections de mi-mandat, ce mouvement se structure autour de priorités concrètes, souvent liées aux effets directs des politiques trumpiennes sur la vie quotidienne : soutien aux vétérans, aides alimentaires, soins de santé, enseignement. Dans plusieurs États, des majorités hybrides émergent, rassemblant républicains modérés, indépendants, et démocrates autour d'agendas ciblés : régulation des plateformes, réduction des inégalités, transition énergétique locale. Des expérimentations de gouvernance participative sont menées à l'échelle municipale ou étatique.

Le paysage politique américain reste cependant très fragmenté : si les nouveaux mouvements parviennent à trouver un terrain d'entente sur des thématiques transversales, la réconciliation est difficile sur le plan des valeurs. Ainsi, la majorité de la frange chrétienne nationaliste reste reconnaissante à Trump d'avoir renforcé l'autonomie des États en matière d'éducation et de droits reproductifs. La perspective d'un pays réconcilié, ayant réussi à mettre derrière lui les fractures causées par le trumpisme, est encore assez éloignée.

Centrale dans le programme électoral de Donald Trump, la question de l'immigration continue de cliver l'électorat, mais fait aussi bouger des lignes et sert de test à cette recomposition. Dans certains États frappés par la crise agricole, des majorités transversales s'accordent sur des formes de régularisation ciblée. Le traitement inhumain hérité du début de mandat est dénoncé jusque dans les rangs conservateurs. Les clivages demeurent, mais un autre cadre s'impose peu à peu, plus pragmatique et porteur d'un nouveau compromis social.

Image du futur

Dans cette hypothèse, l'image du futur associée à ce scénario laisse apparaître un paysage complexe et mouvant :

En 2028, les États-Unis apparaissent profondément transformés, mais sous une forme inattendue, très différente du projet trumpien. Ni restaurés, ni effondrés, ils traversent un cycle de transition et de réajustement profond. L'État fédéral fonctionne à capacité réduite, recentré sur des missions essentielles. Les partis traditionnels ont perdu leur centralité : des coalitions hybrides structurent désormais le débat public, autour de thèmes comme la justice fiscale ou la lutte contre la corruption. Une nouvelle génération d'acteurs politiques, issus des mobilisations, des collectivités locales ou du monde économique, redéfinit les contours d'une gouvernance plus locale, plus pragmatique, parfois expérimentale. La démocratie américaine a survécu : elle se réinvente à partir des marges, du réengagement civique et de la réappropriation du politique.

Répercussions du scénario

- Sur le plan **géopolitique**, le retrait partiel des États-Unis du *leadership* global ne débouche pas sur un vide stratégique, mais sur une redéfinition de leur rôle. Washington privilégie des partenariats ciblés, principalement économiques et technologiques. Dans cette phase de recomposition, les dirigeants américains cherchent aussi à restaurer leur crédibilité auprès de leurs alliés traditionnels. Le monde devient plus fragmenté et multipolaire, mais sans basculement brutal : c'est un nouvel équilibre instable qui s'installe.
- En **Europe**, la désorientation initiale liée au second mandat de Trump a laissé place à une forme de consolidation politique. Face à l'incertitude prolongée du lien transatlantique, plusieurs États membres renforcent leur coopération, notamment en matière de défense. L'expérience américaine fait figure de laboratoire, à la fois pour la dynamique de sauvegarde démocratique qu'elle a su amorcer, et pour les formes de résistance civique qu'elle a suscitées. La **démocratie** cesse d'être tenue pour acquise : elle redevient un projet à défendre et à activer. Les populismes ne disparaissent pas, ils s'adaptent, parfois intégrés dans des coalitions réformistes ou des gouvernements hybrides.
- Sur le plan **climatique**, la crise institutionnelle américaine agit également comme un révélateur : elle accélère la prise de conscience des limites du multilatéralisme en la matière. À défaut de coordination globale, des logiques régionales de transition prennent forme, appuyées sur des objectifs de souveraineté énergétique et de relocalisation des filières stratégiques. La transition écologique cesse d'être uniquement pensée comme un impératif moral ou un consensus international : elle devient aussi un levier de puissance, d'attractivité et de compétitivité.
- Dans les sociétés européennes, les **clivages identitaires** restent présents et continuent de structurer une partie du débat public. Mais la multiplication des crises concrètes — sociales, territoriales, environnementales — déplacent en partie les lignes de fracture. Le rapport à l'État, aux services publics et aux protections sociales redevient un point de friction majeur, dans un contexte de fatigue démocratique et d'aspirations contradictoires à la sécurité, à la souveraineté et à la soutenabilité des modes de vie.

4. Comparaison et vue d'ensemble

Que retenir de cette lecture prospective de l'évolution des États-Unis sous le second mandat de Donald Trump ? Quelles sont les points communs et divergences entre les scénarios ? Quels enjeux permettent-ils de mettre en évidence ? Dans ce dernier chapitre, nous invitons à une réflexion en trois temps.

La première section porte sur la dynamique générale des scénarios : quels sont les éléments moteurs des récits ? quels sont leurs points de bifurcation majeurs ? Cette partie de la discussion se termine par un *arbre narratif* qui schématise les oppositions et convergences entre les quatre scénarios.

La deuxième section présente une synthèse des enjeux qui se dégagent des répercussions identifiées des scénarios au niveau européen : quelles sont les tendances générales présentes dans tous les scénarios ? quels sont les éléments de contraste ?

Enfin, la troisième section s'attache à retraduire ces enjeux sous une forme plus stratégique : est-il possible de *hiérarchiser* leur importance ? quelles *menaces* et *opportunités* permettent-ils de mettre en évidence ?

Chaque section monte ainsi progressivement en généralité pour présenter des éléments de plus en plus détachés de la trame narrative des scénarios.

4.1 Arbre narratif des scénarios

Du point de vue de leur dynamique générale, les quatre scénarios peuvent être regroupés en deux familles selon une ligne de fracture majeure :

- d'un côté, le scénario 1 voit la **réussite** du projet trumpien de transformation radicale des États-Unis : le pouvoir exécutif parvient à s'imposer, un nouveau régime s'installe et se stabilise ;
- de l'autre, les scénarios 2 à 4 illustrent chacun à leur manière l'**échec** de ce projet : quelque chose résiste, un **contre-pouvoir** fait obstacle au plein aboutissement du projet.

C'est la *nature* de ce contre-pouvoir qui est décisive dans ces trois derniers scénarios, qui s'opposent sur les *modalités* de l'échec :

- dans le scénario 2, le contre-pouvoir dominant est *institutionnel* : les cours fédérales, le Congrès, le processus électoral (mais aussi les médias et, dans une moindre mesure, la mobilisation de la société civile) parviennent à contenir les avancées de l'administration ;
- dans le scénario 3, l'État trumpien doit faire face à deux fronts : d'une part la résistance au niveau des *autorités locales* ; d'autre part, le clivage au sein des *services d'ordre* (policier et militaire) ;
- enfin, dans le scénario 4, c'est un mouvement de *mobilisation citoyenne* qui entraîne une recomposition des forces politiques au Congrès.

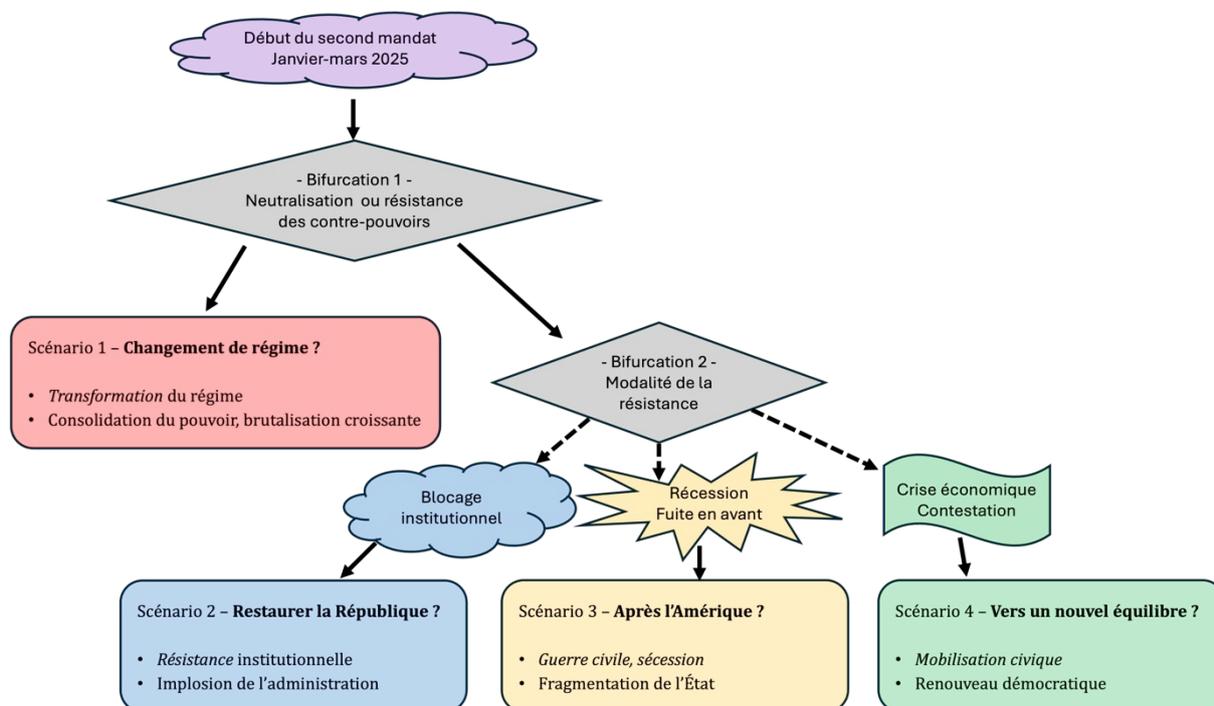
L'*attitude du pouvoir* face à l'échec du changement de régime joue également décisif dans ces trois scénarios :

- dans le scénario 2, l'administration implose sous le poids de sa propre *incompétence* : tenu de rendre des comptes, l'exécutif se retrouve marginalisé ;
- dans le scénario 3, la *fuite en avant* autoritaire (usage de la force, barrières douanières) entraîne une récession doublée d'un mouvement de contestation de l'autorité même de l'État fédéral ;

- dans le scénario 4, la *cécité politique* des Républicains comme des Démocrates entraîne un réalignement des forces politiques autour d'une nouvelle dynamique.

On peut disposer ces points de bifurcation et de contraste dans un arbre narratif, qui donne une vue d'ensemble de la dynamique générale des quatre scénarios.

Figure 3. Arbre narratif des scénarios



4.2. Enjeux transversaux

La comparaison des *répercussions* des scénarios sur les quatre dimensions retenues (cf. tableau 1 infra) fait apparaître un certain nombre de tendances générales et d'enjeux transversaux pour l'Europe :

- Sur le plan **géopolitique**, le comportement des États-Unis devient, selon les scénarios, imprévisible, prédateur ou autocentré sur leurs problèmes domestiques. Dans tous les cas de figure, l'Europe doit composer avec un effacement relatif de la puissance américaine. Avec l'érosion relative du lien transatlantique, elle doit aussi réévaluer ses partenariats diplomatiques et commerciaux (avec le Canada, mais sans doute aussi avec la Chine). La question de l'autonomie stratégique, jusqu'ici centrée sur les questions de chaînes de valeurs et de réinvestissement industriel, s'étend aux enjeux de défense commune et de sécurité énergétique ;
- Du point de vue des **équilibres politiques** européens, le modèle américain, selon l'issue du second mandat, exerce de puissants effets d'attraction ou de répulsion, amplifiant les attaques contre les normes démocratiques ou, au contraire, entraînant un sursaut politique. Si aucun scénario n'échappe à la diffusion d'éléments du trumpisme (politiques de « remigration », critiques de l'État et de l'action publique, mesures d'exception), leur portée diffère selon l'exemplarité plus ou moins forte du modèle ;

- Dans tous les scénarios, le retrait ou l'affaiblissement américain ont de profonds effets sur la **gouvernance climatique**. L'instabilité du cadre politique aboutit non seulement à l'émergence de coalitions régionales (voire locales), mais à un changement dans la représentation même du processus de transition (technosolutionnisme, stratégies d'adaptation, levier de puissance...);
- Si le scénario 1, en normalisant le récit trumpien, exacerbe les **clivages identitaires**, les trois autres scénarios marquent plutôt une atténuation de son effet mimétique. En regard du laboratoire américain, l'Europe peut même apparaître comme un lieu refuge et un espace démocratique alternatif.

Tableau 1. Comparaison des répercussions des scénarios

Scénarios → Dimensions ↓	Scénario 1 <i>Post-démocratie à l'américaine ?</i>	Scénario 2 <i>Restaurer la République ?</i>	Scénario 3 <i>Après l'Amérique ?</i>	Scénario 4 <i>Vers un nouvel équilibre ?</i>
Ordre géopolitique	Unilatéralisme agressif ; Alignement sur Moscou ; Stratégie prédatrice de contrôle des ressources.	Effacement temporaire des États-Unis ; Montée en puissance européenne ; Retour progressif à la normalité diplomatique.	Implosion du <i>leadership</i> américain ; Émergence d'un monde post-hégémonique ; Recompositions multipolaires.	Retrait partiel américain ; Partenariats ciblés ; Monde fragmenté, équilibre instable
Stabilité régionale & démocratie libérale	Déstabilisation de l'Europe ; Instrumentalisation des partis populistes ; Pression sur les institutions démocratiques.	Repositionnement européen ; Résistance civique ; Revalorisation de la démocratie libérale.	Réaffirmation de la démocratie ; Affirmation régionale face au vide américain ; Accueil de diasporas américaines.	Consolidation européenne ; Effets d'apprentissage politique ; Intégration partielle des populismes.
Transition climatique & énergétique	Retrait des accords ; Relance des énergies fossiles ; Affaiblissement des COP ; Montée du techno-solutionnisme.	Initiatives régionales ; Continuité des politiques locales ; Réengagement partiel d'une gouvernance post-Trump.	Désorganisation des négociations climatiques ; Transitions par blocs régionaux ; Montée des stratégies d'adaptation.	Transitions fragmentées mais réactivées ; Transition comme levier stratégique ; Dynamique régionale de souveraineté énergétique.

Fragmentations sociales & identitaires	Diffusion d'un modèle autoritaire ;	Reflux du trumpisme ;	Sursaut démocratique partiel ;	Redéfinition des fractures autour d'enjeux matériels ;
	Normalisation du récit trumpien ;	Déclin de l'attraction populiste ;	Clivages identitaires persistants ;	Polarisation plus fluide ;
	Clivages identitaires exacerbés.	Regain modéré du pluralisme démocratique.	Déclin de l'effet mimétique américain.	Recompositions politiques hybrides.

4.3. Menaces et opportunités

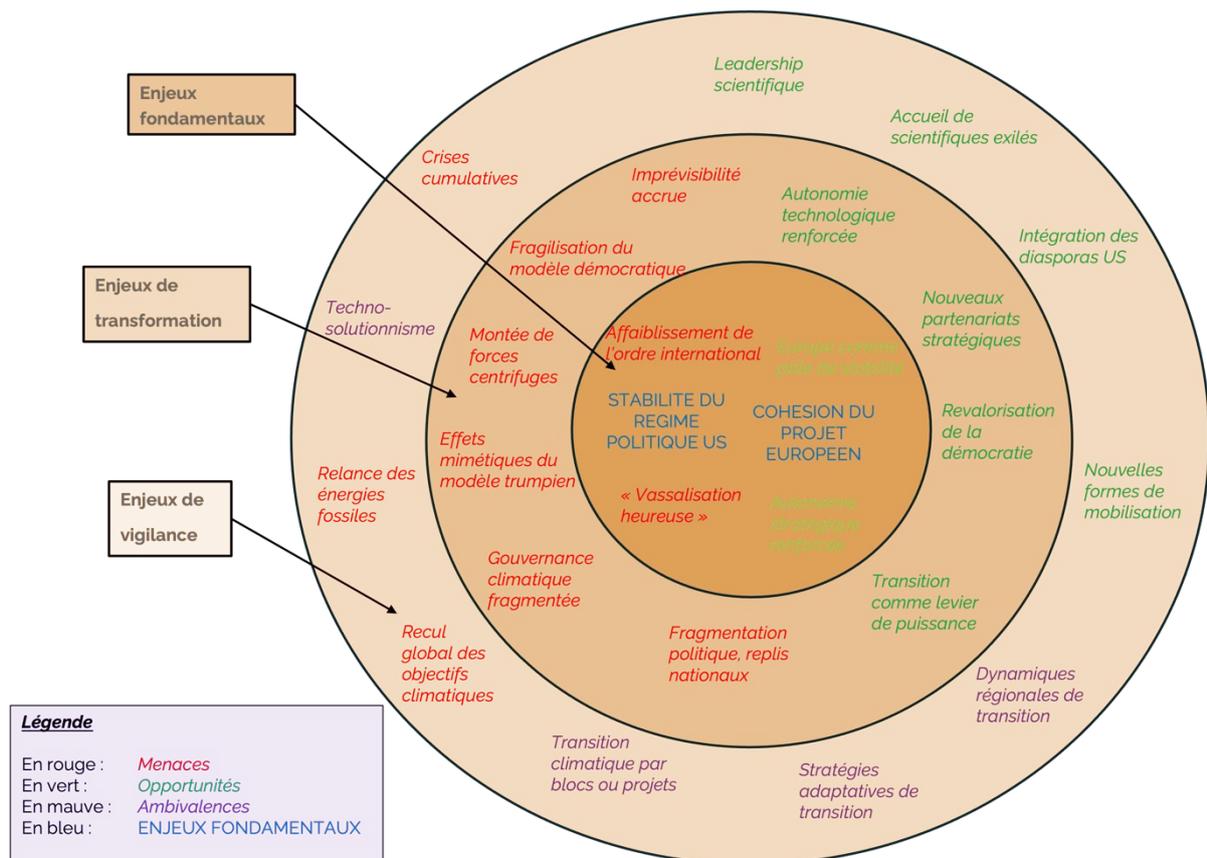
Comme on l'a vu dans la section précédente, certains enjeux présentent une importance et une centralité dans tous les scénarios. C'est, par exemple, le cas du repositionnement stratégique de l'Union européenne, dans un contexte de reconfiguration du *leadership* américain dont l'onde de choc aura des retentissements globaux. D'autres enjeux, comme l'émergence de nouvelles formes de mobilisation et d'engagement, paraissent davantage tributaires de séquences plus spécifiques ou de configurations particulières.

Pour traduire cette importance relative, nous avons hiérarchisé les enjeux selon leur caractère plus ou moins central et structurant pour l'avenir européen. Nous les avons ensuite traduits en **menaces** et en **opportunités** pour le niveau européen, sur un schéma en trois cercles concentriques :

- Le cercle central regroupe les enjeux *fondamentaux* : les *nœuds structurants*, révélés par les scénarios, dont l'évolution conditionne les autres dynamiques. On y retrouve essentiellement :
 - o la stabilité du régime politique américain (élément moteur dans tous les scénarios) ;
 - o la cohésion du projet européen, qui recouvre la capacité des institutions à résister aux pressions centrifuges.
- Le cercle intermédiaire reprend les enjeux de *transformation* : les *leviers* ou *trajectoires critiques* activés différemment selon les scénarios :
 - o la défense des institutions et du modèle démocratique ;
 - o la souveraineté énergétique et industrielle ;
 - o la reconfiguration des alliances stratégiques.
- Enfin, le cercle périphérique comprend des enjeux de *vigilance* : moins structurants, mais révélateurs ou déclencheurs, et dont l'évolution rapide peut produire des ruptures. Par exemple :
 - o l'accueil de scientifiques exilés et des diasporas américaines ;
 - o la réorientation de dispositifs de transition climatique.

L'ensemble de ces éléments compose ainsi une **carte des enjeux systémiques** pour l'Europe et l'ordre international, sur la base des lignes narratives dégagées dans les scénarios.

Figure 4. Carte des enjeux systémiques post-Trump – Europe et ordre international (2025-2028)



Menaces

Les **menaces** peuvent être regroupées en quatre grandes catégories :

- 1) *Affaiblissement/déstabilisation du système international*
 - La perte de crédibilité du *leadership* américain, qu'il s'agisse de sa puissance ou de son modèle démocratique, affaiblit les institutions (ONU, OMC) et normes communes qui structuraient l'ordre international ;
 - Le retrait américain a pour effet d'ouvrir l'espace européen à des logiques d'influence autoritaire (Russie, Chine) ;
 - Même en cas de « retour » américain, la confiance est brisée. L'Europe est contrainte d'opérer un repositionnement stratégique permanent, dans un environnement moins prévisible.

- 2) *Érosion du consensus démocratique*
 - Même si l'Europe montre une certaine résilience, la mise en cause des contre-pouvoirs, la défiance civique et les influences étrangères grignotent la légitimité démocratique ;
 - L'expérience trumpienne suscite une dynamique d'imitation partielle ; même dans un rôle de repoussoir, elle laisse des traces (« remigration », « reset » de l'État, attaques contre la presse ou la science...).

- 3) *Affaiblissement de la gouvernance climatique*

- La relance des énergies fossiles entraîne un recul des objectifs climatiques ;
- Les COP entérinent une approche techno-solutionniste et adaptative de la transition.

4) *Fragmentation politique et sociale*

- Crises cumulatives : fatigue démocratique, polarisation persistante, montée des angoisses liées à la perte de souveraineté, de liberté ou de soutenabilité ;
- Émergence de logiques centrifuges : à l'échelle européenne, le désengagement américain encourage des formes de replis nationaux.

Opportunités

De manière symétrique, chaque catégorie de menaces peut être « convertie » en **opportunités** :

1) *Affirmation d'un rôle régional structurant*

- Dans plusieurs scénarios, l'Union européenne devient un pôle de stabilité régionale, à défaut d'être globale ;
- Sa stabilité en fait un pôle d'attraction : elle développe une capacité à structurer des coalitions plus larges (climat, numérique, défense) ;
- *Leadership* scientifique : le repli américain permet à l'Europe de redevenir attractive pour des chercheurs, entreprises et talents définancés ou marginalisés aux États-Unis.

2) *Réinvention du projet démocratique*

- La chute symbolique du modèle américain ouvre un espace pour réinventer la démocratie ;
- Le spectacle de la dérive ou de l'effondrement américain agit comme un avertissement et un moteur de mobilisation institutionnelle et civique.

3) *Consolidation d'une transition stratégique*

- La transition devient un levier de puissance : en l'absence d'un cadre global fort, l'Europe peut imposer des standards (environnement, éthique numérique, fiscalité verte) par sa masse critique économique et réglementaire ;
- Dans certains scénarios, la transition fait l'objet d'une gouvernance plus fragmentée, par blocs ou projets régionaux, autour de projets adaptatifs, combinant innovation technologique et impératifs sociaux.

4) *Cohésion politique et sociale*

- La résistance des contre-pouvoirs américains a des effets remobilisateurs ;
- L'accueil de diasporas américaines fait bouger les clivages identitaires.

5. Conclusions

En un peu plus de deux mois, Donald Trump et son administration ont donné l'impulsion d'une transformation en profondeur des États-Unis, qui dépasse de très loin les changements attendus lors d'une alternance politique dans une démocratie libérale.

Pour qualifier cette séquence d'événements, l'expression de « changement de régime » utilisée par l'historien Timothy Snyder ne paraît pas usurpée. Il ne s'agit pas seulement d'une mise à l'épreuve de l'ordre constitutionnel et de l'État de droit. Les agences ciblées par Elon Musk dans sa campagne de démantèlement de l'État fédéral sont souvent le résultat d'un consensus bipartisan qui a constitué le socle sur lequel travaillaient les gouvernements américains, de quelque bord que ce soit (on se souviendra, par exemple, que c'est Richard Nixon qui avait institué l'Agence de Protection de l'Environnement). C'est ce socle qui vole aujourd'hui en éclats.

À ces attaques contre les institutions démocratiques, menées à coups de décrets exécutifs et de mesures d'exception, s'ajoute le réalignement spectaculaire des États-Unis sur le plan international, qui interroge sur ses intentions de long terme, notamment à l'égard de ses alliés. Une brutalisation du régime qui vise aussi la science et l'éducation, frappés par une politique de contrôle de l'information qui s'étend jusqu'au langage.

Quelle que soit l'issue du processus en cours, ces bouleversements ne concernent pas que les États-Unis. Ils auront également de profondes répercussions sur le reste du monde, et singulièrement de l'Europe, dont la sécurité dépendait jusqu'ici d'une architecture de défense remontant aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Au-delà de ces enjeux cruciaux, qui affectent déjà les priorités et l'agenda politique des États membres, c'est toute une conception de l'ordre international qui est ici en jeu : une certaine prévisibilité dans les alliances, le respect des accords et les échanges entre partenaires commerciaux. Ce qui est vrai pour l'Union européenne l'est *a fortiori* pour la Wallonie, dont l'économie est fortement interconnectée avec celle de ses voisins.

La démarche que nous avons adoptée dans ce numéro spécial des *Nouvelles des Possibles* est double. D'une part, il s'agissait de saisir la logique interne des décisions de l'administration Trump. Les Républicains « MAGA » au pouvoir n'ont plus grand-chose en commun avec le parti de George W. Bush et de Ronald Reagan : les valeurs qu'ils soutiennent s'ancrent désormais dans un projet de refondation politique, qui a trouvé son plan opérationnel dans le Projet 2025, et sa philosophie dans le mouvement dit du « Dark Enlightenment ». D'autre part, une fois ce projet appréhendé pour ce qu'il est — une transformation de la nature même du régime américain —, il convenait de réfléchir à ses évolutions possibles, à travers quatre scénarios contrastés.

Le premier scénario de transformation achevée (« Un changement de régime ? ») n'a en effet rien d'inéluctable. Face au rouleau-compresseur de l'administration, une résistance est en train de s'organiser, essentiellement sous forme de protestations et d'actions en justice, mais aussi de mobilisations issues de la société civile. Les contre-pouvoirs institutionnels n'ont pas dit non plus leur dernier mot : des Républicains pourraient encore rompre le rang et forcer l'exécutif à rendre des comptes. Certains États fédérés, comtés et élus locaux ont déjà manifesté leur intention de désobéir à certains ordres du gouvernement, notamment en matière d'immigration. En démantelant des services essentiels (en matière de santé, d'éducation ou de pensions), les mesures de l'administration affectent aussi directement une partie de l'électorat de Trump, sans répondre à leurs préoccupations (notamment en termes d'inflation).

Ces incertitudes ouvrent à une pluralité de trajectoires, que nous avons tenté de structurer en trois scénarios complémentaires qui marqueraient l'échec du projet de l'exécutif. Dans le scénario 2,

« Restaurer la République ? », les contre-pouvoirs institutionnels parviennent à limiter les dégâts causés par une équipe au pouvoir certes bien préparée idéologiquement, mais limitée par son incompétence et son amateurisme. Jusqu'à la fin de son second mandat, Donald Trump pourrait encore perdre la main face à une majorité bipartisane décidée à enrayer le processus. Aux antipodes de ce retour à la continuité, le scénario 3, « Après l'Amérique ? », envisage au contraire la fuite en avant d'un pouvoir qui ne recule plus devant la violence pour maintenir son emprise sur un pays de plus en plus fragmenté, entre guerre civile larvée et velléités sécessionnistes. Enfin, le scénario 4, « Vers un nouvel équilibre ? », entrevoit, dans un contexte de désarroi généralisé des électeurs républicains comme démocrates, un mouvement de recomposition politique qui marquerait le début d'un nouveau cycle, centré sur des préoccupations transpartisanes (lutte contre la corruption, régulation des plateformes, justice fiscale...).

À lire ces scénarios, on pourrait conclure que rien n'est joué. Après tout, trois scénarios sur les quatre décrivent des trajectoires d'échec du projet trumpien. Ce chiffre n'a cependant aucune signification « probabiliste ». La non-réussite de l'administration dans sa tentative de contrôle autoritaire dépend de la vitalité de contre-pouvoirs que le régime prend justement aujourd'hui pour cibles. Or, la résistance est loin d'être un « mode par défaut » : le succès d'un coup d'état tient aussi à la manière dont il provoque une forme d' « obéissance anticipative », pour reprendre une autre expression de T. Snyder. Les prochains mois seront à cet égard décisifs et observés avec beaucoup d'attention.

Du reste, aucun scénario ne marque véritablement le retour à la situation antérieure : tous prennent acte du caractère irréversible de ce qui est en train de se passer aux États-Unis. Même dans le scénario le plus « favorable », les dommages infligés par l'administration Trump au fonctionnement de l'État, à l'économie américaine, à sa diplomatie et son *leadership*, mais aussi à sa capacité d'innovation et à son rayonnement culturel, auront des effets de long terme dont nous peinons à mesurer les conséquences. C'est la capacité même des États-Unis à projeter un ordre, tant sur le plan domestique qu'à l'international, qui est aujourd'hui plongée dans l'incertitude.

C'est pourquoi il était nécessaire de compléter la démarche au moyen d'une première exploration des répercussions des scénarios à moyen terme, en termes d'enjeux transversaux, mais aussi de menaces et d'opportunités. Si l'échelle retenue à ce niveau d'analyse est celle de l'Union européenne, les leçons valent aussi pour la Wallonie, qui est un territoire très sensible aux vulnérabilités systémiques. Par sa position, la Région participe aux dynamiques évoquées dans le scénario. De ce point de vue, ce travail constitue une première étape qui peut contribuer à alimenter la réflexion stratégique au niveau régional.



L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public. D'une part, il est l'autorité statistique de la Région wallonne. Dans ce cadre, il a pour mission de développer, produire et diffuser des statistiques officielles en réponse aux besoins des utilisateurs wallons (monde socio-économique, environnemental et scientifique, société civile, institutions publiques).

Il coordonne à cette fin les activités du système statistique wallon. Il revêt par ailleurs la qualité d'autorité statistique de la Région au sein de l'Institut interfédéral de statistique. D'autre part, par sa mission générale d'aide à la décision, il produit des études et analyses diverses qui vont de la présentation de travaux statistiques et d'indicateurs à la réalisation de travaux d'évaluation de politiques publiques, de prospective et de prévision ainsi que de recherches et ce, dans tous les domaines de compétence de la Région. Plus d'infos : <https://www.iweps.be>



2025